

NOIR ET ROUGE

cahiers d'études
anarchistes.

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

41

Cahiers d'études Anarchistes

PERIODICITE : TRIMESTRIELLE

DES MOTS...

...Et rien que des mots ! Voilà ce que l'on entend souvent comme réflexion à la sortie des conférences et meetings, ceux des « autres » mais aussi ceux des anarchistes. Et pourquoi y aurait-il grande différence au fond quand, devant les problèmes de l'action et de la réflexion, on s'en tire par un péremptoire : « Croyez en l'anarchie et tous unis nous vaincrons » asséné par le grand orateur de service.

Nous avons déjà dit que le doute est révolutionnaire, que la remise en question permanente est inséparable de l'indispensable prise de conscience pour toute action révolutionnaire valable, nous disons, répétons et répèterons que le mythe d'une idéologie infaillible, fût-elle anarchiste, le mythe de l'organisation-qui-amène-la-Révolution-et-résout-tous-les-problèmes, fût-elle anarchiste, sont des notions non seulement fausses (et en ce cas on pourrait les traiter par l'indifférence) mais aussi nuisibles et que nous devons combattre.

Nous pensons que devant les problèmes qui se posent dans le monde actuel, on ne peut répondre au jeune s'interrogeant comme nous-mêmes sur la valeur de son combat, ouvrier et étudiant, qu'il lui suffit d'entrer dans l'Organisation ou de lire Pierre Besnard à propos du Monde nouveau...

Si nous, anarchistes, procédons ainsi, nous ressemblons à toutes les organisations, tous les partis que nous prétendons combattre. Quelle différence alors, sinon des mots, sinon une étiquette, sinon un emballage (consommez, la saveur libertaire est plus agréable au palais...) ? Pourquoi pratiquer un avant-gardisme ou un néo-blancisme dont tout le monde (et les jeunes peut-être plus que d'autres, n'en déplaise aux gens « d'expérience ») a plus qu'assez ?

Nous entendons souvent les mots « Anarchisme », « Organisation », « Fédéralisme » et parce que les anarchistes eux-mêmes refusent de répondre aux vraies questions et se réfugient dans le passé ou les recettes, il n'y a plus chez nous ni anarchisme, ni organisation, ni fédéralisme et les pleurs de regret n'y feront rien.

Chaque jour, on peut se trouver au cœur de l'action : la situation sociale amène des grèves et des conflits de tous ordres (ex : Caen), les étudiants remuent un peu partout, et ne serait-ce qu'en France, à Nanterre, et des camarades entraînés dans le tourbillon se retrouvent agitateurs et exerçant, de fait, le rôle d'une minorité agissante quelconque. Devant les problèmes qui se posent, et que d'ores et déjà ces camarades se posent allons-nous, à la place de confrontations et d'études réelles, continuer à répondre par des mots ?

NOIR et ROUGE

AUTOGESTION : quelques conclusions



Nous avons fait dans plusieurs numéros des articles sur les mouvements vers l'autogestion. Plusieurs camarades nous ont reproché de ne pas avoir rassemblé le résultat de ces études, voici donc un essai de conclusion.

Les mêmes idées sont exprimées différemment, sans qu'on précise d'importantes nuances, d'où la vigueur de certaines querelles apparemment oiseuses : on opposera autogestion, contrôle de l'économie par les travailleurs, pouvoir ouvrier, conseils, soviets : ne parlons pas de termes plus vulgarisés mais encore moins clairs de collectivisation, socialisation, ou coopérativisme (1).

Ce que nous voulons dire par autogestion, c'est que les classes aujourd'hui sans pouvoir - ouvriers, paysans, employés - sont aptes à gérer l'économie (donc la société) sans la classe dirigeante (formée de plus en plus de techniciens dont les idées politiques s'effacent pour consolider leur domination de classe) : mais cette gestion, qui s'organise globalement, est fondée sur une appropriation collective directe des unités de production (ou de travail) de base (2).

Selon les préférences, on peut, si on est d'accord sur le contenu, appeler cela le contrôle ouvrier, les conseils, les soviets, c'est à dire dans tous les cas une unité économique librement formée et fédérée à d'autres. Dans tous les cas il ne s'agit pas d'une utopie destinée à être réalisée dans le calme plus tard, une fois la révolution faite, mais bien d'un mouvement réel, expression matérielle des classes exploitées dans la période d'organisation de la révolution, en pleine crise : autrement dit dans la fameuse « période transitoire ».

1) Il importe de définir schématiquement ces fameux concepts :

La collectivisation a deux sens principaux : a) pour les marxistes c'est une économie entièrement régie par l'organe de la collectivité (= le peuple), c'est à dire l'état. b) pour les anarchistes, chaque groupe économique s'organise de son propre gré en collectivités qui se fédèrent de bas en haut, sans corps dominant.

La socialisation a la même sens que la collectivisation avec les mêmes divisions idéologiques. (Pour les marxistes, l'étatisation a aussi le même sens).

Le coopérativisme a trois grands sens : a) pour les capitalistes : façon de promettre le socialisme en ne donnant pas grand chose; b) pour la gauche : façon de s'initier au socialisme et de concurrencer légalement le capitalisme; c) en période révolutionnaire, les révolutionnaires nomment généralement la collectivisation coopérativisme pour ne pas effrayer les capitalistes (qui en général sont plus au courant des réalités et des peurs à avoir que les révolutionnaires). En échange toute mesure vaguement sociale, est saluée par le capitalisme comme un pas vers le coopérativisme.

2) Pannekoek : « les conseils ouvriers sont la forme d'organisation de la période de transition pendant laquelle la classe ouvrière lutte pour le pouvoir, détruit le capitalisme et organise la production sociale » (cité dans : Cahier de discussion pour le socialisme des conseils) (sept 1965, n° 6)

Malatesta : « la révolution comme nous la voulons doit être le commencement de la participation active, directe et véritable des masses, c-a-d de tous à l'organisation et la gestion de la vie sociale ».

Kropotkine : « la part du peuple dans la révolution doit être positive en même temps que destructrice. Car lui seul peut réussir à réorganiser la société sur des bases d'égalité et de liberté pour tous. Remettre ce soin à d'autres serait trahir la cause même de la révolution. »

Nous ne voulons pas dire que les Conseils ouvriers, l'Autogestion soient limités à la période transitoire, mais nous voulons insister sur une remarque qui est la suivante : - la critique matérialiste de la société capitaliste est souvent commune à tous les révolutionnaires : - de même, les grandes lignes de la société future (stade communiste) sont en théorie communes à tous (même les stalinien peuvent dire : « au fond, nous autres et vous, les « anarchistes », nous sommes d'accord... »). Seulement, entre le purgatoire d'aujourd'hui et le Paradis de demain, il faut affronter l'Enfer : la crise; il y a une période dite de transition : le renforcement de l'Etat « au service du Peuple » n'aboutit qu'à la cristallisation d'une nouvelle classe dirigeante d'anciens bourgeois et de nouveaux arrivistes ex-travailleurs, et le dépérissement de l'Etat n'a aucune justification historique ou théorique (3) alors que la prise en main de la société par les exploités s'est toujours jusqu'ici exprimée par la généralisation de l'autogestion.

Les exemples historiques

Les premiers mouvements de gestion ouvrière apparaissent en Russie en 1905. Ensuite nous avons Ancone en Italie en 1914 (présence des anarchistes) et les nombreux et puissants mouvements qui suivent la première guerre mondiale : Spartakistes en Allemagne, ouvriers hongrois, russes (soviets de 1917) et italiens; en Amérique latine, les « ejidos » mexicains (communautés agraires). Toutes ces expériences ne durèrent au maximum que quelques semaines. Les ejidos n'eurent un véritable développement qu'en 1936.

La période 1918-20 voit l'élaboration théorique de ces mouvements qui n'avaient été prévus par personne. Mis à part Lénine qui les subordonne au parti, la plupart des penseurs les mettent justement en valeur : Voline en Russie, Fabbri, Malatesta et le marxiste - hétérodoxe à ce moment - Gramsci en Italie, le marxiste, fondateur du communisme de conseil, Pannekoek en Hollande.

La deuxième guerre mondiale est précédée du mouvement espagnol 1936-39. L'après-guerre est marquée de mouvements vite étouffés en France (usines Berliet), Pologne, Bulgarie. Ces essais sont aussi d'une durée très restreinte, sauf en Espagne (juillet 1936/mars 1939, mais en fait août 36/décembre 38). Au Mexique, les ejidos continuent d'exister - aujourd'hui aussi -, mais ils sont très concurrencés par le secteur privé. En Israël, les kibboutzim sont officialisés.

Plus récemment nous avons la Yougoslavie vers 1950, la Hongrie en 1956 et l'Algérie en 1962.

Ce catalogue historique ne prétend pas être complet; il nous permet de tirer certaines conséquences :

Les faits ont précédé la théorie :

—lorsque le capitalisme n'assume plus la responsabilité de la production (crise économique ou politique; pour la Yougoslavie, voir plus loin), spontanément,

3) « Lorsqu'un homme est arrivé à la vieillesse, il va vers sa fin : il en est de même pour un parti politique. Quand les classes auront disparu, tous les instruments de la lutte de classes, partis politiques et machine d'Etat, n'ayant plus de rôle à jouer, n'étant plus nécessaires dépériront graduellement, achèveront leur mission historique et la société humaine accèdera à un stade supérieur ». (Lapalisse ou Mao-Tsé-Toung : « De la dictature démocratique populaire, 1949, Ecrits choisis, Maspero 1967).

sans qu'il y ait eu de propagande en ce sens, le prolétariat prend la direction des usines;

—toute une série de mouvements de 1917 à 1936 sont la conséquence de l'étalement de la crise mondiale. En Israël, en Yougoslavie, en Hongrie et en Algérie, il s'agit de crises plus délimitées.

—la spontanéité ne dépasse pas certaines limites de temps et d'espace, l'élaboration de la théorie est son prolongement inévitable. En effet, la théorie met l'accent sur 2 plans : politiquement défendre les avantages acquis du fait de la possession des moyens de production, économiquement assurer les échanges entre les usines, leur ravitaillement, celui de la population, etc...

Il nous semble que deux constatations ressortent de cette analyse, spontanément le prolétariat peut faire l'autogestion de même qu'il peut faire la révolution, l'organisation, la conduite à long terme dépendent d'un plan, d'une vision d'ensemble ; pratiquement nous aurons donc des pays où la propagande pour l'autogestion se conjuguera avec l'apparition spontanée de cette idée dans le prolétariat à la faveur d'une crise.

Quatre exemples privilégiés

Après une crise économique (conséquence de 1929) et un coup d'Etat politique et plusieurs années de propagande pour la collectivisation (surtout anarchiste et en partie socialiste) les ouvriers et les paysans espagnols, dans de nombreuses régions prennent possession des usines et des terres. La masse est préparée, la collectivisation est appliquée de bas en haut, entérinée au départ par les gouvernements de Madrid et de Barcelone. Les secteurs collectivisés sont les transports, l'industrie lourde, l'agriculture et une partie du tertiaire.

Après une crise économique et politique en Palestine une propagande en faveur du collectivisme, des îlots économique-militaires sont créés; lorsqu'Israël se forme, les kibboutzim étant composés de nationalistes, ils se soumettent entièrement à l'Etat qu'ils n'ont jamais mis en question. Le secteur collectivisé est l'agriculture et quelques industries de transformation installées postérieurement.

En Yougoslavie après une crise politique (rupture avec le Komintern et liquidation de l'opposition interne) et économique (pas de commerce avec les autres pays dits socialistes), sans qu'il y ait eu de propagande collectiviste, l'Etat instaure l'autogestion pour s'assurer une base sociale. Le secteur collectivisé touche les domaines modernes de l'agriculture et de l'industrie.

En Algérie, après une crise politique et économique (guerre et départ des colons), sans propagande préalable, les fellahs s'emparent des terres; le gouvernement reconnaît la situation. Le secteur moderne de l'agriculture et quelques secteurs de l'industrie (8% des travailleurs) sont collectivisés.

Sur le plan général, trois leçons nous paraissent se dégager :

En Espagne, en juillet 1936, le président de la Généralité de Catalogne (organe régional du gouvernement central) Companys, offrit aux travailleurs et aux anarchistes en armes, et vainqueurs des fascistes, soit de démissionner, soit de rester. Des anarchistes acceptèrent que l'organisme d'Etat continue, avec leur participation. Et en mai 1937, la police et les troupes de la Généralité atta-

quèrent ces mêmes travailleurs et anarchistes, tentant notamment d'enlever le central téléphonique de la ville, autogéré.

En Allemagne, certains conseils laissèrent en place les organismes d'Etat, provisoirement inoffensifs. Quelques semaines plus tard, ces derniers avaient rassemblé leurs forces apeurées, et se trouvaient à pied d'œuvre pour la répression la plus sanglante.

En Algérie un appareil d'Etat d'abord inefficace avait accepté l'autogestion. Une fois renforcé il n'hésita pas dans certains cas à essayer de la supprimer par la force : à El-Achour en Mitidja, l'armée intervint, confisque les fonds et met 3.000 ouvriers agricoles en chômage. Ces derniers temps, on aurait fusillé des « meneurs ».

La coexistence est une duperie. Si l'on veut supprimer l'appareil d'Etat, c'est dans les premiers jours qu'il faut le faire, violemment et systématiquement. Attendre d'être plus fort pour l'affronter est irréaliste, car il n'est à notre merci que pour peu de temps. Le tolérer par « démocratie », c'est tolérer l'oppression par quelques-uns au nom de tous : **l'Etat n'est pas une opinion politique, c'est un système de répression.** (4)

Il en est de même en ce qui concerne la limitation à un secteur économique : En Algérie, la reconnaissance légale de l'autogestion a eu comme conséquence d'en faire un secteur bien délimité dans le cadre presque inchangé de la colonisation dernière manière (Plan de Constantine). La coexistence d'un puissant secteur privé et d'un secteur d'Etat avec le secteur autogéré aboutit au dépérissement à long terme de ce dernier, par son intégration aux lois du marché capitaliste (la liquidation est d'autant plus consciente qu'ici les bureaucrates d'Etat sont souvent eux-mêmes nouveaux propriétaires terriens ou industriels commerçants)

Sur les grands domaines dont les propriétaires sont des bourgeois algériens rien n'est changé. Rien n'est changé non plus, c'est moins grave à court terme, sur les misérables parcelles des fellahs. Autogérer les terres des colons cela permet de masquer l'exploitation par des Algériens et de détourner l'attention des profits faits par la nouvelle classe algérienne (cela permet de faire passer des décrets de restitution de domaines à leurs anciens propriétaires algériens). Enfin, la persistance des lois du marché explique en grande partie que les entreprises autogérées, isolées, dévient dans une concurrence entre elles et s'intègrent en définitive au capitalisme. Cette tendance des entreprises est tout le contraire du fédéralisme. Il ne s'agit plus dans ce cas pour elles que d'acquiescer le plus possible de bénéfices même, s'il le faut, au détriment des autres conseils d'usine.

C'est la réapparition du profit et de l'arrivisme capitalistes, avec cette différence qu'il n'y a plus un propriétaire, mais des dizaines, avec une capacité identique.

4) « En laissant à tous les partis et organisations politiques pleine et entière liberté de propager leurs idées, l'armée des insurgés makhnovistes tient à prévenir tous les partis qu'aucune tentative de préparer, d'organiser et d'imposer aux masses laborieuses une autorité politique ne saurait être admise par les insurgés révolutionnaires, de tels actes n'ayant rien de commun avec la liberté d'idées et de propagande » Ekaterinoslaw le 5 Novembre 1919 — Signé : le Conseil Révolutionnaire militaire de l'armée des Insurgés makhnovistes. (cité, Voline, p. 601).

« A Barcelone, et dans presque toutes les villes, dans les centres industriels de Catalogne, chaque usine fabriquait et vendait ses produits pour son propre compte, chacun cherchait ses clients et les disputait à l'usine rivale. Un néo-capitalisme ouvrier était né... Dans le commerce, le même néo-capitalisme se manifestait sur une échelle beaucoup plus grande. Dans les usines et entreprises qui étaient aux mains des syndicats, la production augmenta, ou du moins il n'y eut pas de déficit; dans la mesure des ressources disponibles, le rendement y était toujours supérieur. De plus, il n'y eut pas l'immoralité des salaires deux ou trois fois supérieurs selon les matières premières disponibles et le talent commercial... » (5)

En Yougoslavie, on avait remarqué que l'Etat patron entretenait la concurrence entre les entreprises « autogérées ». L'autogestion réduite à l'usine n'est donc qu'une caricature qui ne change rien au système. Il y aura à faire une tâche gigantesque de planification fédéraliste pour permettre un développement socialiste de l'économie, ainsi qu'un gros travail de rassemblement de données statistiques accessibles à tous.

Pour conclure sur ces trois points, plus le choc initial, la lutte armée, aura détruit l'Etat et la classe possédante, plus l'autogestion aura le temps et le besoin de s'étendre et de s'organiser, ce qui est essentiel à son maintien et à son succès définitif.

Leçons techniques

Comme les expériences d'autogestion n'ont jamais dépassé le cap de quelques années (toujours troublées), les problèmes que nous allons voir maintenant sont très hypothétiques. Cependant, nous considérons que ce sont des problèmes fondamentaux de l'autogestion.

A) Economie : Le capital de départ et son remboursement, la propriété de terre et des moyens de production.

En Espagne, bien des collectivités aux ressources économiques sensiblement identiques prirent un départ très différent par suite de la présence ou de l'absence de capitaux.

La nécessité d'un fonds commun de crédit devient évidente si l'on pense à certains villages d'Aragon où l'on ne collectivise guère que la misère. Le problème de la constitution et l'amortissement du capital, de l'investissement, du remboursement du capital prêté a été la pierre d'achoppement des expériences autogestionnaires que nous avons considérées. Notons aussi que ce problème agite aussi les économistes « soviétiques » (discussion Libermann) Doit-on intéresser les unités de production aux « profits » (excédents) qu'elles réalisent? Dans l'affirmative, deux cas se présentent : ou bien l'entreprise réinvestit ses profits devient grosse entreprise riche, travailleurs mieux rémunérés etc..., ou bien elle prêle ses excédents monétaires, contre un intérêt, et alors elle se comporte en capitaliste collectif. Dans les cas que nous avons étudiés, se faisait toujours sentir la nécessité d'une banque (centrale, régionale...) pour financer les investissements des unités autogérées, en régime socialiste; en régime d'autogestion généralisée, il nous semble qu'il faudrait dépasser même l'idée du crédit gratuit

5) G. Leval « L'attività sindacale nella trasformazione sociale »

de la banque mutuelle de Proudhon. La collectivisation totale de l'économie devrait entraîner l'appropriation collective des excédents de la production et leur affectation soumise aux décisions des organes centraux; affectation qui peut (sans clause de remboursement) aller non seulement aux entreprises « pauvres » mais aux productions non « rentables » (capitalistiquement parlant) et d'intérêt local, régional, général qui dépasserait l'optique de la seule entreprise. Il n'y a pas de recettes à fournir pour l'avenir mais nous devons lever une ambiguïté : notre critique des récupérations et des anéantisements des expériences autogérées par l'Etat et le secteur privé de concert ne doit pas faire croire que nous nous élevions théoriquement contre toute ingérence de la collectivité dans la gestion d'une unité de production délimitée ; soulignons donc à propos du problème des investissements qui est particulièrement préoccupant à cet égard, que nous ne concevons pas le système autogestionnaire comme la fédération et l'affrontement des intérêts particularistes, un nouveau féodalisme industriel n'est pas notre modèle, notons encore, cependant, que les mesures « institutionnelles » ne nous semblent pas épuiser le problème, la solution devant vraisemblablement être aussi cherchée dans la « restructuration socialiste de l'homme » dont parle W. Reich : liquidation des stases névrotiques, comme préalable à l'émergence d'une éthique socialiste, coopératiste, autogestionnaire. Selon une période de temps où il sera tenu compte de l'évolution économique et sociale de la collectivité, ce qui implique un contrôle et la possibilité de sanctions, ce que nous approfondirons plus loin.

La suppression de la propriété de la terre et des moyens de production doit être obtenue rapidement pour éviter l'équivoque de 1936-39, période pendant laquelle les anciens propriétaires allèrent jusqu'à faire des procès pour expulser les collectivistes de « leurs » terres. Cette mesure implique la suppression de la dualité économie collective et non-collective, ce qui est impossible autrement que par la force.

En Israël, le fonds juif qui acheta les terres, avança aussi l'argent aux kibboutzim. En Algérie, le problème ne s'est pas ou peu posé dans l'agriculture, où seul le secteur moderne a été autogéré. Il se serait posé si un mouvement d'autogestion s'était déclenché dans le secteur traditionnel (pauvre), parmi les petits fellahs. Une harmonisation des secteurs aurait été nécessaire. Dans l'industrie le faible secteur autogéré a vu se développer une entraide d'usine favorisée à usine défavorisée.

B) Social

a) planification, sanction, fermeture et déplacement d'usines.

Toutes ces mesures furent approuvées au Plenum économique de Valence en janvier 1938, la CNT était alors en plein délire réformiste et le droit à la révocabilité et aux libres élections responsables avait été bafoué et n'était prévu nulle part.

Mais si la révocabilité manquait, les autres mesures restaient parfaitement valables : les problèmes de construction de barrages hydrauliques et de discussions avec les habitants des futurs villages inondés, les fermetures et les concentrations d'usines, les déplacements de main-d'œuvre et les changements de métier seront toujours là, puisqu'il y aura toujours des impératifs économiques.

b) Les fédérations d'industrie.

Le problème s'est posé en Espagne; la collectivisation arrivée, on s'est aperçu que les transports, par exemple, appartenait à plusieurs syndicats différents, mais que les transports comme organisme pouvant disposer et fournir des véhicules n'existaient précisément pas: l'organisation syndicale modelée sur l'organisation ancienne capitaliste ne correspondait plus aux besoins nouveaux. Elle a eu du mal à dépasser ces cadres anciens.

c) Alourdissement de l'organisation et désintérêt :

Le développement d'un élément de direction entraîne souvent un alourdissement qui provoque une indifférence de la base: dans les kibboutzim, on constatait « une tendance de l'assemblée générale à devenir passive en ce qui concernait les décisions économiques, depuis que la complexité de ces problèmes est devenue telle que, pour pouvoir en juger, il est nécessaire d'en avoir une connaissance particulière. » (Noir et Rouge n° 23). Même problème à l'échelle d'une coopérative ouvrière en régime capitaliste: « le contester (le bilan de fin d'année) ça n'arrive jamais; c'est excessivement difficile car nous n'avons pas les connaissances nécessaires pour pouvoir contester » (Enquête radiophonique sur les associations, janvier 1964) Il est certain que la séparation, normale en société capitaliste, entre « problèmes techniques » et « problèmes politiques », enlève beaucoup de leur intérêt aux premiers. Mais aussi, sans la transmission et le développement des connaissances techniques pour tous, on ne peut plus parler d'autogestion. On peut aussi envisager des solutions d'organisation (rotativité des équipes de gestion).

d) Incitation au travail et différenciation salariale :

Les marxistes au pouvoir ont résolu le problème, dès 1918, en reprenant le système capitaliste de la différenciation des salaires, et proposaient de payer largement les techniciens parfois indispensables. Même chose en Algérie où comptables et mécanos étaient très recherchés: dans certaines exploitations où l'égalité des salaires était complète, ils sont partis dans le secteur privé (évidemment si on avait supprimé ce dernier...) En Espagne, le congrès économique dont nous avons parlé maintenant les différences, en les réduisant. Tous les métiers étant bien loin d'avoir le même intérêt, il y a aussi un problème.

Nous laissons de côté le problème des techniciens supérieurs, recherche scientifique, etc. qui ne se pose pas immédiatement lors des premières années révolutionnaires. (Il faudrait ici approfondir la question de l'éducation).

Et maintenant, on peut se demander: faut-il « faire quelque chose » pour l'autogestion? S'il s'agit d'un flot d'autogestion actuel, le soutenir n'a de sens que si l'on est dedans: ainsi récemment, les travailleurs de l'usine Pinno-Pax (machines à coudre) dans la banlieue de Liège, voyant leur usine fermée à la suite d'un krach frauduleux de la direction, la font marcher eux-mêmes; l'exemple est évidemment aussitôt récupéré par les centrales syndicales et les revues progressistes; mais, ceux de l'usine ont fait ce qu'ils voulaient faire. (I.C.O. mars 1968).

Mais il serait stupide de penser qu'une propagande pour l'autogestion va amener la révolution. L'information sur l'autogestion doit s'intégrer dans une

information sur le capitalisme ici, aujourd'hui, c'est à dire sur le développement du système d'exploitation et sur la façon dont jusqu'ici la classe dirigeante a contrôlé tant bien que mal ce développement.

Il pourrait être utile aussi, et possible, de comparer les points de vue d'un certain nombre de minorités révolutionnaires, qui sont pour les Conseils ouvriers, ou pour le Contrôle ouvrier etc. (voir notre paragraphe au début sur les divers termes) et de voir s'il y a vraiment des différences. Informer et s'informer, clarifier entre un certain nombre de gens déjà (en théorie) révolutionnaires comme nous nous prétendons tous, c'est une tâche qui, si l'on veut la mener à bien **parallèlement**, à la lutte de tous les jours, ne sera ni facile, ni sans importance.

SABADELL

NANTERRE

Une brochure-dossier va être faite sur les événements de cette faculté. Les camarades intéressés pourront se la procurer en nous envoyant un franc en timbres.

ORGANISATION

Nous sommes en train de terminer une brochure sur la « plateforme d'Archinov » qui décrit les discussions et expose les différentes positions à partir de textes français et russes; (envoi contre un franc en timbre).

REPRESSION

Notre rubrique « solidarité » s'agrandit, hélas, à chaque numéro. Après les cinq camarades dont nous avons souvent parlé, un autre militant de la F.I.J.L., David Urbano, a été arrêté fin décembre et écroué lui aussi à Madrid. Il vient d'être condamné à 6 ans de prison.

Nous apprenons enfin que le camarade Octavio Alberola a été appréhendé à Bruxelles en février et est depuis emprisonné à Forêt.

Attention ! Expedier tous fonds au C.C.P. : 15 979 72 — Paris. M. Gerard SCHAAFS.

FINANCES

Jusqu'à ces derniers temps l'état de notre trésorerie, sans être florissant, ne nous causait pas d'inquiétude. Mais actuellement, nous avons des besoins accrus... Nous remercions les camarades qui nous envoient déjà de l'argent, souvent plus que le prix de leur abonnement. C'est grâce à eux que nous avons pu nous développer.

VIENT DE PARAITRE

DE MICHEL BAKOUNINE

« FÉDÉRALISME - SOCIALISME - ANTITHÉOLOGISME »

Un volume cartonné de 280 pages : 12 F (réduction aux groupes)

Edité et diffusé par G. Nataf 25, rue des Boulangers Paris (5^e)

C.C.P. 2338387 Paris

Envoyez vos commandes à l'adresse citée.

LES CONSEILS EN RUSSIE 1917-1921



Le numéro 4 des cahiers de l'autogestion (Décembre 1967) donne une série d'études très intéressantes sur les problèmes de l'autogestion lors de la révolution russe de 1917. Ce sont : « Les comités d'usine en Russie à l'époque de la Révolution (1917-18) » Anna Pankratova, qui est le travail d'une historienne contemporaine du mouvement et membre du Parti Bolchevik; c'est une étude orientée, mais qui apporte des informations très précieuses. Viennent ensuite deux études d'intellectuels « modernes », « Lénine et le contrôle ouvrier » de D. L. Limon, et, concurremment, « La gestion ouvrière et les positions de Lénine » d'Y. Sartan : elles contiennent de nombreux textes bolchévik (pas seulement de Lénine) et cela est très utile.

A côté de cela, l'apport de réflexion des deux auteurs est dans la plupart des cas, une redite maladroite des positions traditionnelles les plus réactionnaires sur l'autogestion; je dis maladroite parce que ces positions sont toutes utilisées, sans qu'on se soucie de voir si elles ne sont pas contradictoires. Enfin « Les Soviets, quels soviets ? la théorie marxiste d'Otto Bauer et la pratique de Lénine » d'Yvon Bourdet, exposant la thèse très discutable mais ici clairement exposée, selon laquelle les Conseils n'étaient pas à long terme viables à cause des conditions objectives en Russie et dans le monde. Nous reprendrons ici quelques points de ces trois dernières études, mais évidemment notre critique, trop brève, ne dispense pas de les lire.

Pankratova montre nettement l'opposition dès le début entre une tendance « réaliste » majoritaire dans le parti, et une tendance qu'elle qualifie d'anarchiste, mais qui semble avoir dépassé assez largement le nombre à l'époque très restreint des militants anarchistes russes (nombre encore plus restreint si l'on considère que certains « anarchistes » se désintéressaient de ce genre de question). La tendance réaliste (celle de Lénine... et de pas mal d'autres professionnels !) est bien illustrée dans ce décret qu'elle fabriqua pour « organiser » le mouvement.

« Article 7 — Le droit de donner des ordres dans la gestion de l'entreprise, sa marche et son fonctionnement revient au seul propriétaire. La commission de contrôle (ouvrière) ne participe pas à la gestion de l'entreprise et n'a aucune responsabilité à raison de sa marche et de son fonctionnement. Cette responsabilité continue à incomber au propriétaire... Art. 9 — La commission de contrôle peut, par l'intermédiaire de l'organe supérieur de contrôle ouvrier, soulever la question du séquestre (éventuel) de l'entreprise ou d'autres mesures de contrainte envers l'entreprise, mais elle n'a pas le droit de s'emparer de l'entreprise, ni de la diriger ». L'Art. 14 stipulait que la commission devrait obéir aux instances supérieures (cité par Limon p. 92).

L'autre position était également claire : la voici telle qu'elle est décrite par Pankratova (p. 53) :

« Le contrôle de la production et les commissions de contrôle ne doivent pas être seulement des vérificateurs mais doivent, à l'heure actuelle être ces cellules de l'avenir qui dès à présent préparent le transfert de la production aux mains des ouvriers »; c'est ce que proposèrent les anarchistes dans leur résolution à la session du premier Congrès Panrusse des comités d'usines, le 20

Octobre (1917) « Cette tendance se manifesta dans la pratique du contrôle ouvrier dès les premiers jours qui suivirent la révolution d'Octobre d'autant plus aisément et avec d'autant plus de succès que la résistance des capitalistes était plus forte. Or le prolétariat s'appuyait sur le pouvoir ouvrier et par la voie des organes révolutionnaires soumit les entrepreneurs récalcitrants. De l'arbitrage obligatoire à l'arrestation des patrons et à la mise sous séquestre (Pankratova veut dire ici « sous autogestion des entreprises »), la classe ouvrière acceptait d'utiliser tous les moyens pour briser la résistance des capitalistes. »

Au Conseil panrusse de Contrôle ouvrier, un porte parole des comités d'Usines (face aux techniciens) déclarait : « les comités d'usine estiment que le contrôle doit être l'affaire du comité de chaque établissement. Ces comités se réuniront ensuite dans chaque ville pour former le comité central pour chaque branche d'industrie et pour opérer ensuite la coordination dans les organismes régionaux » et l'un d'eux osait dire, 12 jours après la parution du décret fabriqué le 16 novembre par ces mêmes techniciens « Chez nous, aux comités d'usine, on élabore des instructions qui viennent d'en bas pour embrasser toutes les branches d'industrie; ce sont les instructions de l'atelier, de la vie, par conséquent ce sont les seules instructions qui puissent avoir de la valeur. Elles montrent de quel sont capables les comités d'usines et, par cela même, elles doivent dominer tout ce qui concerne le contrôle ouvrier. » (cité par Limon p. 74).

Et en réponse au décret, les délégués des comités rédigèrent et diffusèrent, à partir de ces instructions un « Manuel pratique pour l'exécution du contrôle ouvrier » dont Limon dit piteusement que la principale caractéristique était de « confondre » contrôle et gestion; pauvres techniciens qui voyaient leur sage « contrôle » dépassé par les délégués. (Ce Manuel est vraiment très bien fait, et on devrait le rééditer ! il y a des extraits, accompagnés de réflexions venimeuses de Limon, genre « chaque fois qu'on a essayé ça, c'était la catastrophe » sans preuve évidemment — voir p. 82 à 86).

Les arguments contre cette conception autogestionnaire sont tous invoqués :

1) C'est la désorganisation, c'est l'anarchie. Exemple : « Au lieu d'une rapide normalisation de toute la production et la distribution, au lieu de mesures qui auraient constitué une approche vers une organisation socialiste de la société, « nous trouvons une pratique qui rappelle les rêves anarchistes de communes productives autonomes » (Stépanov, bolchevik, cité par Pankratova p. 53)

2) Un pas en avant c'est déjà beaucoup, il ne faut pas aller trop vite : Exemple « Les communistes de gauche... (qui craignent le capitalisme d'Etat)... me font rire. Ils n'ont pas songé que le capitalisme d'Etat serait un pas en avant par rapport à l'état actuel des choses dans notre république des Soviets : si dans six mois par exemple, nous avons instauré chez nous le capitalisme d'Etat, ce serait un immense succès, et la plus sûre garantie qu'un an plus tard dans notre pays le socialisme sera définitivement assis et immuable. » (mai 1918 « Infantillisme de Gauche », cité par Sartan p. 135) Six mois... Un an... 50 ans après, ce ne sont plus les communistes de gauche qui font rigoler.

3) Objection un peu plus sérieuse : oui, nous faisons une politique bourgeoise, nous ne pouvons faire une politique révolutionnaire que si l'Allemagne révolutionnaire s'insurge pour nous secourir (voir citations Sartan p. 119). Mais une tactique bourgeoise à l'intérieur impose bientôt une tactique bourgeoise à l'extérieur. Pendant qu'on prétextait l'inaction allemande, les diplomates russes

soviétiques soutenaient les réformistes allemands et sabotaient les spartakistes (« La Commune de Berlin », Prudhommeaux; Ed. Spartacus).

4) L'argument : en voulant aller plus loin, vous divisez le pays et vous ouvrez « objectivement » la porte à la contre-révolution. Exemple : « Au nom de la III^e révolution les anarchistes de Cronstadt (l'Opposition ouvrière devait railler le Parti et condamner l'insurrection) montraient que la révolution russe ne pouvait par ses seules forces réaliser les fins socialistes qu'elle avait cependant mises à l'ordre du jour : derrière Cronstadt — et certes les insurgés n'en voulaient pas — se profilait la contre-révolution » (De Sartan lui-même, p. 123.) On trouvera dans la brochure d'Ida Mett « la commune de Cronstad » (Ed. Spartacus 1948) de quoi se rendre compte que cette calommie est ancienne et sans fondement, que les anarchistes étaient très peu nombreux à Cronstadt, et que les communistes « de la base » de Cronstadt se battirent jusqu'au dernier contre les troupes de Trotsky. (La vieille Ida Mett sera jeune jusqu'à sa mort, le jeune Sartan est un petit vieillard universitaire qui répète sa leçon). C'est le prolétariat qui a lutté à Constadt, et non une minorité (même la nôtre) pour son propre compte.

5) Lénine aurait expliqué aux ouvriers : « Vous voulez que votre usine soit confisquée (aux patrons) ? Bien, les formules de décrets sont là, nous allons les signer tout de suite, (sic) Mais dites, avez-vous appris à prendre en main la production, avez-vous calculé ce que vous produisez, connaissez-vous la liaison entre votre production et le marché russe et international ? » (dialogue imaginé par Satan p. 120) Et les ouvriers seraient restés tout bêtes... La réalité était assez différente; d'abord parce que le dialogue se passait beaucoup plus houleusement : Un soir, fin 1917, à Petrograd, trois ouvriers de l'usine de pétrole Nobel (4.000 ouvriers environ), se présentèrent au local de l'Union anarcho-syndicaliste et racontèrent ce qui suit :

L'usine a été abandonnée par les propriétaires, et les ouvriers, après de multiples réunions et discussions, ont décidé de la faire marcher collectivement. Ils ont commencé des démarches et se sont adressés au Commissariat du Peuple au Travail, pour demander l'aide nécessaire. Le Commissariat (organe d'Etat) leur a déclaré qu'il ne pouvait rien faire pour eux dans les conditions du moment : ni leur procurer les combustibles, ni les matières premières ni le fonds de roulement, ni les moyens de transports, et ni, non plus, de commandes et de clientèle. On leur dit également que 90% des usines se trouvaient dans le même cas et que le gouvernement prendrait sous peu des mesures générales pour leur remise en marche. (On remarquera que les besoins des ouvriers de Nobel étaient les mêmes que ceux des travailleurs algériens).

Les ouvriers décidèrent de se débrouiller. Le Comité ouvrier de l'usine fut alors averti par le Commissariat du Travail, qu'un grand nombre d'entreprises se trouvant dans la même situation, le gouvernement avait pris la décision de toutes les fermer, et d'en licencier les ouvriers avec trois mois de salaire. Protestation de l'assemblée générale des travailleurs de l'usine. Le gouvernement, pas si fort que ça à cette époque, propose une nouvelle assemblée générale, où ses représentants viendront expliquer le véritable sens de la mesure prévue et la nécessité générale de son application.

Les trois ouvriers venus au siège de l'Union anarchiste demandaient qu'un orateur vienne à cette assemblée pour exposer le point de vue anarchiste; Chose curieuse, au meeting, ce fut l'orateur anarchiste qui posa les questions que

Sartan fait poser à Lénine : avez-vous les moyens techniques, connaissez-vous le marché, êtes-vous capables de ne pas devenir des patrons, etc. Les réponses à ces questions montrent que les ouvriers de Nobel avaient déjà envisagé et prévu tous ces problèmes.

Le commissaire du Travail en personne, le bolchevik Chliapnikoff prit la parole pour dire « C'est vous la classe ouvrière de ce pays qui avez voulu que nous nous occupions de vos intérêts. Dès lors c'est à nous de les connaître, de les comprendre et d'y veiller. Il va de soi que notre tâche est de nous préoccuper des vrais intérêts généraux de la classe laborieuse et non de telle ou telle petite fraction. Il est logique et naturel que nous établissions des plans pour l'ensemble du pays, ouvrier et paysan... prendre ou tolérer des mesures de faveur à l'égard de telle ou telle collectivité serait... criminel vis à vis de la classe ouvrière tout entière. (Les conditions sont actuellement dures, le gouvernement passagèrement impuissant)... Les ouvriers n'ont qu'à s'y faire comme tout le monde au lieu de chercher à créer des situations privilégiées pour tel ou tel groupe de travailleurs. Une pareille attitude serait essentiellement bourgeoise... Si certains ouvriers, poussés par des anarchistes ces petits-bourgeois et désorganisateur par excellence, ne veulent pas le comprendre, tant pis pour eux. Nous n'avons pas de temps à perdre avec les éléments arriérés et les meneurs. »

Discussion des ouvriers sur le discours de Chliapnikoff : « son discours a été habile mais faux. Pour nous il ne s'agit pas de créer une situation privilégiée. Une pareille interprétation dénature notre vraie pensée. Le gouvernement n'a qu'à permettre aux ouvriers et paysans d'agir librement dans tout le pays... Un gouvernement socialiste devrait recourir à d'autres méthodes pour que la vérité se dégage. »

Quelques semaines après, l'usine était fermée, les ouvriers licenciés. (D'après Voline, La révolution inconnue, Paris 1938 p. 255 et ss.)

En fait la critique la plus dure que l'on peut faire à la ligne bolcheviste sur le « contrôle ouvrier » c'est qu'elle était irréaliste, qu'elle ménageait la chèvre et le chou. Après quatre pages pour montrer que les contradictions de Lénine « ne sont pas celles d'un petit « Machiavel » mais que « leur tragique et inévitable antinomie » fait la « grandeur de ce révolutionnaire professionnel », Limon résume bien le problème :

« Tel devait être le but du contrôle ouvrier dans chaque entreprise : faire l'apprentissage de la gestion auprès des techniciens bourgeois, tout en exerçant sur leur activité la plus vigilante en même temps que la plus instructive des surveillances.

« Mais les entrepreneurs et les techniciens russes, dans les premiers mois de la révolution d'octobre, ont préféré pour la plupart, se terroriser plutôt que de se laisser contrôler, cependant que là où ils l'auraient accepté, ce furent les ouvriers qui, emportés par leur élan révolutionnaire, répugnèrent à s'en tenir au contrôle.

« Ainsi le propre réalisme rationnel de Lénine devait-il buter contre l'idéologie réactionnaire des uns et l'idéal révolutionnaire des autres : deux réalités bien concrètes qui ne manquaient pas d'ailleurs, chacune à sa manière, d'une certaine rationalité. »

Il nous semble assez bizarre de dire que Lénine a buté sur des idéologies. Si on le critique d'après son étiquette révolutionnaire, on doit dire qu'il a buté sur des intérêts de classe qui étaient inconciliables; leur combat était précisé-

ment la révolution. Exiger par décrets que les patrons restent à leur place et gèrent pour le compte de l'Etat, moyennant leur bénéfice, exiger de l'autre côté que les ouvriers acceptent de laisser se rassurer cette ancienne classe dominante, sous prétexte qu'elle était contrôlée par un arbitre, l'Etat, espérer se maintenir « entre la droite et la gauche »... Qui donc a dit « le petit bourgeois dit toujours — D'un côté... de l'autre côté... » Il ne pouvait pas y avoir de demi-mesures en la matière et la ligne de Lénine fut un échec complet, d'un point de vue révolutionnaire. Pourquoi ?

Deux explications viennent apparemment converger :

Celle d'Otto Bauer, socialiste autrichien (1881-1938) qui déclarait qu'en Russie on se trouvait en présence d'une « révolution bourgeoise sans bourgeois » car « Dans ce pays la République bourgeoise ne pouvait être fondée par la bourgeoisie; elle ne pouvait l'être que par les ouvriers et les paysans qui devaient d'abord s'emparer du pouvoir afin de réaliser la grande révolution agraire... » une fois la révolution agraire réalisée et assurée, « la masse paysanne remettrait la bourgeoisie à flot, et par là rétablirait la Démocratie bourgeoise » et il concluait « Dès lors, je considérais la domination transitoire du prolétariat uni à la paysannerie comme une phase d'évolution nécessaire dans la marche de la Russie à la Démocratie bourgeoise. » (cité par Y. Bourdet p. 148). Passons sur quelques contradictions, qui peuvent venir du fait que nous n'avons que des citations et non le texte : ainsi « sans bourgeois » et « remettre la bourgeoisie à flot », O. Bauer voulait sans doute montrer que la bourgeoisie était relativement faible en Russie.

Son analyse est simple : les bolcheviks font une Révolution bourgeoise parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, et personne d'autre : la révolution agraire (comme en Angleterre au 18^e siècle, et au 19^e en France et en Allemagne) qui devait jeter des milliers de paysans dans les villes où ils fourniraient la main-d'œuvre nécessaire à la constitution d'une grande et majoritaire industrie, cette révolution donc, ne pouvait pas se faire par une véritable Révolution, mais par un régime bourgeois.

C'est une analyse qui se fonde, comme toute analyse sérieuse, sur des faits qui se sont passés antérieurement : et c'est un danger : à force de trop coller aux faits, à ce qui c'est passé avant, on perd de vue que nous ne connaissons pas tous les faits, leur « quantité » et leurs combinaisons, on justifie ce qui est ; c'est une illusion bien connue qu'ont les historiens : « ça s'est passé comme ça donc ça ne pouvait être autrement ». D'autant plus que Bauer était évidemment un copain de Kautsky, le réformiste bien connu, et que sa position aboutissait en fait, au point de vue tactique à justifier à la fois les positions des bolchevik en Russie, et les siennes dans le reste de l'Europe.

Quand on commence à confondre le matérialisme, qui est une façon de penser, de comprendre que la volonté, les volontés, individuelles, de groupes, de classes, s'exercent dans le cadre d'un certain nombre de probabilités existantes, quand on confond ça avec le déterminisme qui est un système prétendant que tout ce qui est arrivé ne pouvait qu'arriver exactement ainsi, on est mûr pour consolider l'ordre social existant : le capitalisme.

Jacques le fataliste, un personnage dans un roman de Diderot, ne regardait pas les cailloux sur les chemins, puisqu'il savait que si les conditions étaient réunies pour qu'il tombe, il tomberait, et que si elles n'étaient pas réunies, il ne tomberait pas. Puisque Diderot s'en moquait déjà au 18^e siècle, on voit que

le déterminisme à la vie dure. C'est sans doute parce qu'il est une caricature commode du matérialisme, renforçant l'ordre établi. C'est un vieux truc de la bourgeoisie que de faire croire qu'elle est inévitable.

Nous avons parlé de deux explications; voici la deuxième :

Pierre Archinoff, cheminot, ex-bolchévik et anarchiste russe, disait : « Il n'y a pas eu jusqu'ici de révolution que le peuple des travailleurs (c'est à dire les ouvriers des villes et les paysans pauvres non-exploiteurs) ait résolu en fonction de ses propres intérêts. Alors que la force principale de toutes les grandes révolutions a été les travailleurs... par contre les dirigeants, les idéologues, ceux qui ont organisé les formes et les buts de la révolution ont été non des ouvriers ou des paysans, mais un élément latéral, étranger, un élément moyen et incertain, entre la classe dominante de l'époque mourante et le prolétariat des villes et des campagnes.

Cet élément est toujours né sur la superficie de décomposition du vieil Etat, du vieux système de Gouvernement. Par sa formation en classe et sa prétention à s'emparer du gouvernement, il assume par rapport au régime politique mourant une position révolutionnaire et devient facilement le guide des travailleurs asservis, le guide des mouvements révolutionnaires de la masse. Mais, pendant qu'il organise la révolution et la conduit sous le drapeau des intérêts exclusifs des ouvriers et des paysans », (voir les extraits du discours de Chliapnikoff, plus haut), « cet élément poursuit en fait ses intérêts restreints de groupe et vise à capter le mouvement révolutionnaire pour affermir sa propre position dirigeante dans le pays. »

« Au début de la Révolution d'Octobre, c'est l'aile droite de la démocratie petite-bourgeoise (menchéviks et Socialistes-révolutionnaires) qui avait tenté de commander. La différence entre eux et les bolchéviks consiste seulement dans le fait que les premiers ne surent pas organiser le pouvoir et dompter les masses sous leur autorité. » (P. Archinoff, traduit de l'édition italienne de son livre « Histoire du mouvement maknoviste » 1954. Archinoff a fini d'écrire à Moscou en avril 1921. Il disparut en Russie quelques années plus tard, après un passage en France, où, avec d'autres, il proposa un projet de Plate-forme, discutable, mais intéressant, que nous espérons publier avec des critiques.) **TODOROV**

« NR » était à l'impression que nous parvenait un numéro spécial de « Recherches Libertaires » annonçant le « redépart » de cette excellente revue animée, pendant ses quatre numéros, par les camarades de la Tribune d'Action Culturelle (TAC). Ceux-ci ayant renoncé à poursuivre ce travail, « RL » est repris par nos amis du groupe de Strasbourg, aidés par des camarades d'autres régions, avec lesquels nous sommes également en relation d'amitié militante. Bien que le temps et la place nous manquent, nous sommes heureux de saluer immédiatement le gage supplémentaire d'un renouveau anarchiste que constitue la tentative de « RL », par les études, discussions, échanges voire divergences enrichissants que nos contacts renforcés supposeront.

Contentons-nous pour aujourd'hui de signaler le sommaire : une « note aux lecteurs » suivie d'un substantiel article « pourquoi continuer R. L. » dont nous conseillons la lecture aux camarades, pouvant être la source d'un fructueux dialogue. Le numéro se termine par les réponses de lecteurs à une circulaire expédiée par la TAC avant sa décision d'interruption de « RL ». Pour tout ce qui concerne cette revue, adresser correspondance et fonds à :

Annie Piron, 16 rue des Champs — 67 — Strasbourg-Cronembourg; CCP 1927 84 Y Nancy (5 n° : 10 F).

POSSIBILISME LIBERTAIRE



(Horacio Martínez Prieto (ex-secrétario general de la Confederación Nacional del Trabajo de España, ex-ministro de la República) « **Posibilismo Libertario** », 1966, p. 182, copyright Horacio Martínez Prieto, 50 avenue Pierre Semard, 94 Ivry-sur-Seine).

Avant d'étudier le contenu du livre, dont l'esprit apparaît déjà dans les titres de secrétaire et de ministre, il faut savoir qui est l'auteur, plus connu sous le nom de Horacio M. Prieto.

Militant anarchiste depuis sa jeunesse, Prieto a vécu et marqué de son influence personnelle une partie de la C.N.T., dans ses hommes et son histoire. Cette influence n'est certainement pas parfaite, mais elle existe, donc il faut la connaître.

Prieto effectua un voyage en U.R.S.S., fin 1932 (voir le livre dont nous parlons p. 129), et publia une brochure narrant son expérience « **Facetas de la U.R.S.S.** », 1933 (cité par Lamberet, p. 194, Mouvements ouvriers et socialistes, Espagne).

La même année, il publie « **El anarco-sindicalismo : ¿cómo haremos la revolución ?** ». Il devient secrétaire général de la C.N.T. et soit par la force des choses, soit par son caractère il exerce une influence certaine. Ainsi, Peirats dans « **La C.N.T. en la revolución española** » cite et donne la photocopie d'un manifeste du Comité National de la C.N.T. qu'il qualifie de prophétique (p. 104, 112, 113) ; or ce texte est de Martínez Prieto (M. P.) et il décrit le déroulement politique futur dès février 1936 : « ...les éléments de droite sont prêts à provoquer un putsch militaire. (...) Le Maroc semble être le foyer principal et l'épicentre de la conjuration. (...) Si les conjurés ouvrent le feu, il faut prendre une attitude d'opposition contre ces mesures extrêmes, sans tolérer que la bourgeoisie libérale et ses alliés marxistes manifestent le désir d'arrêter le cours des événements, en supposant que la rébellion faciste soit vaincue dans l'œuf. (...) Ou le facisme ou la révolution sociale. (...) Aux aguets, camarades ! (...) » (14-2-1936, avant les élections qui virent la victoire du front populaire).

Durant la guerre civile, il participa à la politique de collaboration, choisissant les ministres anarchistes Peiro, Lopez, Garcia Oliver, Federica Montseny (selon Bolloten « **La revolución española** » p. 161 note 39). Il fut lui-même désigné comme candidat ministre avec M. Vazquez et Segundo Blanco en mars 1938 dans le gouvernement Negrín, qui prit Blanco (Peirats, tome III, p. 90). Il participa également à l'accord d'alliance U.G.T.-C.N.T. (Peirats III p. 43).

Cependant, la guerre et les changements qu'elle entraîna dans le mouvement anarchiste espagnol, amena à définir des idées politiques. Au plenum national de régionales d'octobre 1938, il exprime sa conviction que « l'action vraiment décisive ne peut s'exercer qu'à partir des organes du pouvoir », les erreurs de l'anarchisme espagnol étant dues à « l'esprit de naïveté du Mouvement et à son manque de plans concrets ». Plus précisément, il s'exclame : « Je ne suis ni Bakounine ni Malatesta, je ne suis qu'Horace. (...) Le jour où je pense que je ne suis plus anarchiste, je m'en irai (...) Je n'ai pas inventé l'optimisme kropotkinien ; Malatesta et Merlino l'ont qualifié ainsi. » (Peirats, tome III, p. 309)

M. P. publia sa nouvelle conception dans la revue « Timon » de Barcelone en septembre 1938 sous le titre de « Estudios polémicos ». Il proposait de transformer La Fédération Anarchiste Ibérique (F.A.I.) en parti politique qui représenterait les anarchistes et la C.N.T. (Confédération Nationale du Travail; syndicat ouvert à tous les travailleurs).

« Pour conserver et développer sa personnalité, le Mouvement évite l'apolitisme et la totalitarisation. L'anarchisme pur, détaché de la F.A.I. pourra continuer à puritaniser (sic) et cela sera un magnifique événement; mais le **Mouvement Libertaire** a besoin d'une force homogène, d'un parti qui assume sa représentation politique, qui ait unifié la majorité des militants et qui soit une collectivité dont la pureté spirituelle remplisse d'orgueil, et qui dirige la C.N.T. ».

« Avec la création d'un parti socialiste libertaire, nous renforcerions l'autonomie syndicale, nous faciliterions l'unification du prolétariat en une seule centrale et nous déchargerions la C.N.T. d'un poids énorme, tout en allant de l'avant en lui laissant tous les aspects de type syndical et économique, la tâche d'améliorer dans les domaines technique et administratif les collectivités et la participation aux organes économiques de l'Etat. » (cité par Peirats, tome III, p. 320, 321).

Après la seconde guerre mondiale, M. P. prit parti pour les réformistes lors de la scission de la C.N.T. en 1945 et il devint ministre dans le gouvernement républicain en exil.

Ce long préambule nous amène au livre de M. P. qui est, en dehors de toute critique, un des seuls théoriciens actuels du mouvement anarchiste espagnol.

Mon premier reproche concerne le livre en lui-même, il ne s'adresse qu'aux cénétistes, à la rigueur il peut intéresser les autres réfugiés et de toute façon il est illisible pour les Espagnols jeunes pendant la guerre d'Espagne ou nés après (langage difficile, allusions voilées, pas d'exemples précis actuels).

Ma deuxième critique s'adresse au manque de clarté des objectifs généraux de l'auteur. En effet tout le livre est un dialogue de sourds puisque les critères sont diamétralement opposés, ce que le lecteur comprend vers le milieu du volume.

Je vais exposer maintenant de façon très schématique les objectifs de M. P. L'homme est mauvais (aucune évolution morale p. 31, 32; s'il y avait perfection morale, l'homme demanderait un serpent p. 58; « fatalité biologique » p. 135) et l'expérience de l'anarchisme qu'a M. P. vaut pour l'Anarchisme en général (« Qu'on ne m'objecte pas que je m'appuie trop sur mon expérience espagnole », p. 108). Les conséquences sont simples : son expérience anarchiste est mauvaise l'homme est mauvais, donc il faut un certain autoritarisme politique et gouvernemental.

M. P. use même de mauvaise foi (par souci de paradoxe?) en réduisant la phase finale de l'anarchisme à la « prise sur le tas » (p. 25 et 33; Kropotkine, au début du siècle avait imaginé que l'abondance, le tas, serait le communisme) et en oubliant les critiques de Malatesta et Merlino, qu'il connaît pourtant, puisque j'ai donné plus haut une citation où il les évoque.

Pourquoi, pensera-t-on, tellement de pages et de lignes sur un auteur avec lequel nous (anarchistes puristes) nous n'avons rien de commun? M. P. a la franchise de poser les problèmes et de détruire les tabous (p. 142), même s'il le fait dans un but contestable, nous n'avons pas à fermer les yeux devant nos carences.

C'est dans cet esprit que je vais isoler quelques points, en donnant la position de M. P. et la nôtre.

Le collectivisme M. P. donne son opinion sur la collectivisation espagnole. Il commence par une critique : « La bonne foi des collectivistes espagnols fut si proverbiale que nous pouvons la qualifier de foi de naïfs, tant au commencement qu'à la fin de la guerre. (...) (après la suppression de l'argent) la majorité des ilots collectifs ne pouvaient établir le troc des produits puisqu'il y avait les mêmes dans les environs; la hâte les obligeait à vendre aux villes, qui payaient avec l'argent et qui faisaient payer les marchandises vendues aux paysans; et comme ceux-ci ne voulaient pas d'argent et ne pouvaient payer autrement ce qu'ils achetaient, ils perdaient toujours dans les transactions; et si une collectivité industrielle, ou un syndicat ou un établissement de commerce entrait en rapport avec eux, il le faisait en spéculant au détriment des camarades sur la production et les besoins paysans, comme aurait pu le faire un ex-maquignon ou un grossiste du commerce agricole. (...) Quelques semaines de réalisme révolutionnaire suffirent à réhabiliter l'argent si maudit. (...) » (p. 36, 37).

Il reconnaît tout de même que « Il fut fait contre les collectivités agraires et industrielles et les entreprises socialisées une guerre terrible depuis le pouvoir et avec l'appui de tous les secteurs politiques. On leur mit toute sorte d'entraves légales pour juguler le commerce extérieur, pour rendre impossible l'importation de matériel pour le travail; (etc.....) (p. 75)

Le grand reproche, à mon avis, que fait M. P. est : « ...les collectivités libertaires apparurent sans demander le conseil des organismes directeurs de la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.) qui n'aurait pu le donner parce qu'elle n'était pas prête à une situation aussi exceptionnelle. Ce fut l'implantation subite des collectivités qui empêcha la C.N.T. de pouvoir mettre sur pied quelque chose de sérieux et de positif dans l'ordre de la reconstruction économique. » (p. 75)

Nous avons déjà publié dans les N et R n° 30-31 un témoignage d'un collectiviste qui montre que s'il y eut naïveté, elle évolua vite. D'un point de vue général, je ne suis pas d'accord sur la première citation parce que c'est une affirmation subjective qui ne s'appuie pas sur une étude de la collectivisation, étude en cours, difficile justement parce que les opinions sans preuves abondent alors que les témoignages manquent. De toute façon, il faut envisager la collectivisation selon trois plans : le lieu, l'atmosphère hostile, les relations dans la C.N.T. Pratiquement chaque collectivité eut un aspect différent, car en plus il faut ajouter parfois le rôle des leaders, les changements des fronts, etc.

L'opinion de M. P. sur l'absence de préparation de la C.N.T. est surprenante : n'est-ce pas lui qui écrivait « Ou le fascisme ou la révolution sociale » (14-2-1936). L'objectivité m'amène à constater un divorce entre la tactique de la C.N.T. de 1931 à 1936 et les décisions du mois de juillet 1936 (voir aussi Peirats N et R, n° 36-38). Personnellement je ne vois pas d'explications claires de ce revirement : il y avait rupture de fait entre deux groupes, les Insurrectionnels (Durruti et autres) et les politiques (Pelro et autres), pourquoi ont-ils agi de concert par la suite? C'est justement sur ce point que le témoignage de M. P. serait intéressant parce qu'il l'a vécu, alors qu'il ne fut qu'un spectateur de la collectivisation.

Le fédéralisme M. P. explique d'abord l'atmosphère de la C.N.T. : « ses comités ne possédaient pas de pouvoir exécutif et c'est seulement dans des circonstances exceptionnelles que la base organique leur accordait des pouvoirs

limités à des cas urgents; on évitait le vote dans les réunions et les assemblées des organismes professionnels, on épuisait les arguments pour qu'il n'y eût pas de minorité vaincue; le bon accord devait présider toute chose, en convainquant les hommes sans la force des majorités; on votait quand on ne pouvait faire autrement, tant dans les commissions et les comités que les assemblées générales; mais comme cela était rare du fait de la clandestinité forcée et presque permanente de l'organisation, c'étaient les comités et les groupes de militants qui donnaient les solutions selon leur savoir et leur compréhension loyale. Après avoir organisé tant de grèves, de subversions partielles, de combat contre les tueurs à gage de l'organisation patronale et contre l'Etat, ils créèrent une psychologie spéciale: celle des militants et de leur réunions préalables, ou exclusives, qui dans les périodes pacifiques délibéraient par avance pour mener les masses où ils le voulaient; les militants constituaient un parti non organisé à l'intérieur de la C.N.T.» (p. 67)

Cette constatation me semble une des meilleures du livre. Elle est valable pour toute organisation de tous pays. La clandestinité n'est pas compatible avec une organisation qui laisse place à la discussion et où une tactique n'est pas suivie pas l'ensemble des groupes. En outre, dans la clandestinité, il y a un ennemi bien défini, ce qui devrait limiter la discussion. En Espagne, la rigueur de la répression obligea certains militants à devenir des professionnels de la révolution (Durruti et ses amis, parmi les plus connus) tandis que la C. N.T., à partir de 1930, redevenait légale, la superposition de ces deux activités et la «psychologie» dont parle M. P. (qui existait aussi en 1950, par exemple, chez d'anciens maquisards, membres de la Fédération Anarchiste de France) ont très certainement bien amoindri la portée du fédéralisme, qui exista cependant: exemple de la fédération des Asturies favorable, sauf une de ses fédérations locales, contre l'ensemble de la C.N.T. à un accord avec le syndicat socialiste de l'U.G.T.

Autres critiques de M. P.: le provincialisme et l'esprit de chapelle, l'absence de définition des militants «qui le sont selon le goût des comités qui appellent (en assemblées) selon la proportion et la qualité qui lui conviennent.» (p. 103); «un comité peut entreprendre n'importe quelle action absurde, pour grande qu'elle soit, s'il peut devant prouver à l'opinion (des camarades) qu'elle a été prise dans une réunion de militants.» (p. 106)

M. P. se fonde sur son idée que l'homme est mauvais pour condamner le fédéralisme: «l'impréparation humaine embarrassée dans le système fédéraliste fut inapte à se donner des objectifs utiles». Il reste et nous l'avons vu que le fédéralisme ne saurait convenir à chaque situation (répression et clandestinité). De plus le fédéralisme est bien loin d'être un élément typique de l'anarchisme, c'est un des slogans de certains partisans du marché commun et c'est bien entendu le fleuron de la propagande soviétique; comme le fait remarquer justement Gaston Leval les Etats-Unis (voir N et R n° 21, 38 p. 14) sont une république fédérale. Le fédéralisme est une théorie qui n'a de valeur pour moi que dans une organisation sociale opposée à l'exploitation de l'homme par l'homme. Mon dialogue avec M. P. porte d'abord sur le fédéralisme en tant qu'organisation révolutionnaire: il a échoué dans l'anarchisme espagnol et donc partout selon M. P.; selon moi, le fédéralisme ne saurait en lui-même supprimer les arrivistes, mais c'est une garantie indispensable, dans la plupart des conditions, contre le déviationnisme. Ainsi les marxistes, lorsqu'ils sont expulsés du parti se souviennent du fédéralisme: Joan Comorera, secrétaire du Comité Central du P.S.U. de Catalogne et membre du Comité Central de P. C. d'Espagne, expulsé

comme « traître », « titiste », « ennemi de l'Union Soviétique », disait dans un bulletin où il s'obstinait à se déclarer fidèle à l'U.R.S.S. (répondant à « Nuestra Bandera », 1950, n° 4) « Pourquoi mentent-ils et ne disent-ils pas aux militants qu'une direction qui refuse la critique et l'autocritique, usée par le carriérisme, par l'aventurisme, par l'opportunisme de certains de ses membres, par l'ambiance de provocation qui l'entoure et l'asphyxie, tout cela recouvert d'un orgueil invraisemblable, par l'esprit destructeur d'un centralisme corrosif ne peut mériter le crédit et la confiance des communistes conscients... » (bulletin bimensuel du P.S.U. de C. Paris, juin 1950, p. 42).

Depuis Comorera (qui semble-t-il mourut de chagrin quelque temps après) et sa polémique avec le groupe de la Pasionaria (que Comorera évite de citer nommément), Togliatti et son testament montrent que le fédéralisme, le rejet d'un comité central omnipuissant sont une nécessité organisationnelle.

Réformisme M. P. n'emploie pas ce mot, c'est donc moi qui interprète sa pensée en regroupant sous ce chapitre plusieurs annotations.

« Humanisme » (p. 117, 131, 135, 168, 175) ce mot m'a frappé car il est d'un emploi particulier en politique et évoque fortement la droite, d'où cette citation qui ne s'adresse pas à M. P. : « Sous l'étiquette d'« humanitarisme » et de « démocratisation », les révisionnistes ont jeté par dessus bord l'esprit du parti du prolétariat et des idéaux révolutionnaires. » (Communistes espagnols pro-chinois, « Revolución española » n° 1 p. 69).

« Révolution » « Si la société est saine, il est infantile de l'attaquer avec une suggestion idéologique quelconque parce que les propagandes révolutionnaires se dilueront dans l'indifférence populaire : et si la société est malade, la théorie n'est pas indispensable pour que la révolution apparaisse. » (p. 120) « Donc, l'intuition du moment révolutionnaire et la décision qu'on prend de le dominer sont plus positives que la théorie maniaque de la révolution permanente; » (p. 121) « La révolution faite sans tenir compte qu'elle n'est pas un élixir de bonheur, mais un mal indésirable, ne représente que rancœur et erreur qui font de toutes choses l'objet des vindicatifs et des marchands de nouveauté; » (p. 124)

Nous avons déjà exprimé dans un éditorial de N. et R. (n° 30, 31) notre position sur la révolution (sans majuscule), c'est une hypothèse de travail et non pas une fin, puisque les problèmes, de nouveaux problèmes se poseront alors. Cependant, la position de M. P. me semble, dans le style, discutable. La révolution, en effet, n'est pas forcément synonyme de guérillas (nous parlons de la France), mais constater que les grèves sont sévèrement contrôlées par les syndicats et la police et que les revenus des classes sociales accentuent une différence au détriment des travailleurs, voilà des évidences qui, à certains moments, peuvent être dangereuses pour le pouvoir. Enfin, constater comme le fait M. P. que la révolution aboutit à régler des comptes personnels « rancœur et erreur », c'est vrai, la révolution française et la Libération en ont fourni des milliers d'exemples, mais le patronat en se refusant à appliquer les normes de sécurité pour produire plus, et une partie des ouvriers en se laissant gagner par le souci de l'argent (parce qu'ils cèdent à une publicité créée pour les forcer à acheter davantage) fait tuer plusieurs milliers de personnes par an.

« La grève » Après avoir remarqué que la grève est interdite dans les pays dits socialistes, M. P. ajoute : « La vérité sans euphémisme est que la grève est protestataire mais destructive à la fois, dans un régime comme dans l'autre »

(p. 130) Aussi propose-t-il : « la grève doit œuvrer en vue de finalités populaires plus que strictement ouvrières, en les coördonnant avec la propagande et l'action parlementaire. Plus que de la grève constructive (très relative et toujours accidentelle), le prolétariat doit tenir compte de ce qu'il fait lui-même; s'il n'échoue pas en faisant face aux faits, cela aura une valeur constante plus grande que ce qu'il pourra éventuellement arracher par la coaction à la mauvaise volonté du capitalisme; le prolétariat doit démontrer qu'il est capable de produire mieux à meilleur marché, en ayant, à la fois, une plus grande promotion sociale, une prédisposition qui, si elle n'apparaît pas dans la société bourgeoise, convaincra difficilement de sa supériorité dans son futur idéologique; » (p. 132)

En quoi les accords syndicats-patronat en France prévoyant une hausse de tant %, en échange de l'absence de grève (c'est-à-dire en produisant « mieux et à meilleur marché ») diffèrent-ils de ce que propose M. P.? Actuellement il ne s'agit pas de régler les grèves, mais de supprimer l'exploitation, à l'Est comme à l'Ouest.

« L'Etat » M. P. ne consacre pas de chapitre spécial à cette question, mais il l'admet (p. 40, 135, 165, 168, 179), ainsi que le « parti » (p. 139, 142, 153). Il est vrai que dans des ouvrages précédents il a abondamment défendu ces points.

Un aspect du livre est surprenant, c'est qu'il critique certaines déviations réformistes de la C.N.T. — F.A.I. : « les notables anarchistes qui conseillèrent (...) en 1931, de ne pas créer de conflits au régime durant deux ans; de préparer la révolution et de la gagner : (...) simples arguments justificatifs (...) la révolution, avec le temps, c'est la réaction faciste qui la fit (...) » (p. 110) M. P. fait allusion aux Trentistes (voir N. et R. 36 p. 28). «... (à propos de certains anarcho-sindicalistes) quelques enthousiastes qui espéraient déterminer la politique parlementaire de l'Espagne post-franquiste par leur présence massive au Parlement. » (p. 138) Nous ne savons pas à qui il pense.

Il me semble qu'un des premiers aspects du livre de M. P. est qu'après un siècle d'anarchisme en Espagne (1868-1968) et plus d'un siècle dans le monde, il y a des points discutés et peu clairs.

D'un autre côté, je vois dans la réalité quotidienne que la société d'exploitation demeure, au moins aussi forte et organisée qu'auparavant (écrasement de la Commune, des Spartakistes, des Hongrois, etc.).

Donc les raisons de militer sont en gros les mêmes. Mais quelles sont les raisons de la persistance du réformisme ?

Je vois une cause dans la différence entre les aspirations des minorités révolutionnaires et celles des masses : « Un programme, un manifeste, une manifestation, les conclusions d'un meeting, un vote, une émeute, même si par leur importance matérielle elles ont un caractère révolutionnaire, ne signifient rien si leur interprétation est abusivement à la charge de ceux qui les inspirent et les dirigent, alors que c'est le peuple lui-même qui est sensé en bénéficier et les appliquer. » (Anselmo Lorenzo « El proletario militante », tome II; écrit vers 1905 à propos des années 1868-80 en Espagne).

Cependant, dans la société d'exploitation où l'éducation et la propagande sont dirigées par elle, il y aura une séparation de prise de conscience entre les minorités révolutionnaires et les masses. Donc toute organisation révolutionnaire, toute révolution (qui ne veut pas dégénérer) doit conserver le plus de liens avec la masse.

Mais, la plupart des réformistes ont noté que la masse est « fluctuante », instable, acclamant les révolutionnaires ou les antirévolutionnaires (Agustín Souchy « Cooperativismo », Habana, 1960, p. 255); que l'homme en général est mauvais... On en arrive à la théorie de faire le bien et de l'imposer : depuis Platon jusqu'à nos jours, on a chassé les poètes, liquidé les Arméniens et les Kurdes (Turquie), certaines ethnies (U.R.S.S.), les Juifs et les Tziganes (Nazis) pour le bien de l'humanité et de la culture !

Cet « abus de pouvoir » est inévitable du fait de l'essence, de la fonction de la responsabilité : celui qui l'a, cherche à en avoir plus, celui qui n'en a pas beaucoup, cherche à en avoir moins (surtout si la « clique » dirigeante change rapidement). Cette analyse est absolue.

Que faire ? (comme disait le romancier russe Nekrassov dont Lénine prit le titre).

Personnellement, je connais des révolutionnaires idéalistes anarchistes et du parti communiste (il y en a de temps en temps) que quelques années de pouvoir ont amenés à penser que puisque tout le monde (c'est-à-dire les révolutionnaires « pratiques ») se remplissait les poches par le vol, la gabegie, le « copinage », ils n'avaient qu'à en faire autant. Le fait que la masse était sévèrement contrôlée par le rationnement économique d'une part et le quadrillage politique d'autre part, c'est-à-dire que les révolutionnaires accaparaient les postes de responsabilité « pour défendre la Révolution », impulsait cette tendance.

C'est seulement en supprimant les privilèges des minorités révolutionnaires que la révolution peut avancer et intéresser la masse. Or les changements trop brusques traumatisent les gens et les font fuir : les expropriations des bourgeois, la destitution des fonctionnaires réactionnaires faites à coups de plumes par les lois et d'armes à feu par les militants amènent toute la population à se sentir visée. Il faut donc nécessairement une période provisoire qui définisse les modalités des alliances avec les autres secteurs politiques et surtout qui établisse une structure de contact minorité révolutionnaire-population.

Une des conséquences de cette affirmation est que la révolution s'adresse à la masse tout en s'opposant aux privilèges des classes ou groupes qui ont le pouvoir actuellement. Autre conséquence, la révolution ne peut être que violente : Les directeurs des usines et les membres des comités centraux (qui sont les directeurs d'usines à l'Est, à Cuba, en Asie) sont des exploiters qui n'ont jamais cédé leur pouvoir.

Dans tous les cas le réformisme nous semble erroné. Il n'y a aucune logique à penser que l'homme est mauvais, tout en donnant à certains individus plus de pouvoir (renforcer l'Etat), ils seront encore plus mauvais. Au contraire, si tous les citoyens peuvent se contrôler, l'exploitation est réduite (comme je parle de l'avenir, je ne peux affirmer).

Pour résumer ma position, je dirai que le réformisme est une théorie fautive. Mais à partir de la révolution, une profonde méfiance envers la pureté « automatique » des révolutionnaires, les mesures prises sans accord de la masse simplement parce que « Lénine, Bakounine, Mao l'ont pensé », etc., est une garantie de plus d'efficacité. L'anarchisme doit établir ou délimiter une position sur la pratique révolutionnaire, car son absence incite les camarades désireux d'objectifs plus clairs à se tourner vers d'autres idéologies.

Israël RENOF

LES ANARCHISTES ET L'ORGANISATION



Un projet existe actuellement d'un congrès international, un camarade de langue anglaise discute ce projet en reliant la discussion à une critique du mouvement. L'article a été traduit de la revue anglaise *The Woodenshoe* (42 New Compton Street, London W. C. 1). Avant de donner le texte de l'article nous donnons des extraits (forcément partiels et partiiaux) du projet de Congrès, afin que le lecteur sache de quoi il est question. Ensuite nous donnons la traduction et enfin 2 remarques en conclusion.

Le Projet : « Lors du congrès de la Fédération Anarchiste Italienne (nov. 1965) il avait été convenu que la FA Italienne aurait la responsabilité d'organiser au printemps 1967 un Congrès Anarchiste Mondial qui pourrait avoir lieu à Carrara (Italie). Le Secrétariat de la CIA de Londres (1) le comité intercontinental de la Fédération Anarchiste Ibérique et L'Union des Anarchistes Bulgares en Exil avaient fait connaître leur accord sur le lieu choisi, ainsi que sur la date de mai 1967... le congrès de la F.A. Française confia au Secrétaire aux Relations Internationales la responsabilité de représenter la FAF dans la commission préparatoire... Forment la Commission Constituante Préparatoire du Congrès International : X de la Fédération Anar. Italienne, X de l'Union des Anar. Bulgares en exil, X de la Fédération Anarchiste Belge, X et X pour la Fédération A. Ibérique, X représentant la Fédération A. Japonaise et X, Fédération A. Française... Nous demandons donc à tous les militants du mouvement anarchiste mondial de préparer ce congrès... » (Bulletin de la commission préparatoire au Congrès Anarchiste International p. 1)

« ...Il est demandé que ne soient admises au Congrès avec caractère délibératif que les organisations nationales. Les groupes non fédérés au sein des organisations nationales ne pourraient assister aux débats qu'à titre informatif. Cependant pour les pays où n'existent pas de Fédérations Nationales, les groupes libertaires de ces territoires auraient la possibilité de participer au Congrès.

La Commission Préparatoire souhaite que les problèmes intérieurs du Mouvement Libertaire Espagnol soient résolus avant le Congrès, et étend ce souhait à toutes les organisations qui pourraient être dans les cas du M.L.E.

1) Ce « Secrétariat » est actuellement composé du seul « secrétaire » qui n'est plus depuis longtemps mandaté par personne. Le Secrétaire vit en Angleterre mais paraît être souvent inconnu des camarades anglais. L'article qui suit montre que les groupes Londoniens ignorent son existence. Nous correspondons avec lui, bien que nous ne soyons pas de son avis (puisqu'il considère la religion, et même l'église catholique, comme quelque chose de positif).

Devant le problème qui est posé par les groupements libertaires non fédérés au sein des organisations nationales, (2) et en considérant que le tout premier but de notre Congrès est d'ordre organisationnel : réorganiser internationalement notre mouvement, la Commission Préparatoire, dans un but d'efficacité propose que le Congrès soit un « CONGRES DES FEDERATIONS ANARCHISTES » ...Il est bien entendu que la constitution d'une Internationale des Fédérations Anarchistes ne dénie à aucun groupement ou individualité le titre d'anarchiste... que les individus ou groupes qui ont des difficultés avec leur Fédération respectives les résolvent... » (p. 17) (Les majuscules sont dans le texte, mais les soulignés sont de NR, les notes aussi.)

LES ANARCHISTES ET L'ORGANISATION

Très souvent lorsque l'on parle d'anarchisme, on tombe sur la critique : « les anarchistes sont contre l'organisation; » On réplique aussitôt qu'il ne faut pas confondre l'organisation libertaire d'une part et l'organisation autoritaire d'autre part. Pourtant même parmi les anarchistes on a parfois de la peine à comprendre que le rejet de l'autorité ne s'accompagne pas forcément d'un rejet de toute forme d'association.

Et en un sens il n'est pas surprenant que ceux d'entre nous qui sont influencés par des idées nettement autoritaires, puissent penser que s'ils rejettent l'autorité, ils abandonnent toute possibilité pratique de s'organiser, puisqu'ils n'ont pas d'expérience concrète d'organisation libre.

Paradoxalement, sont dans le même cas ceux d'entre nous qui réduisent un anarchisme dilué à un courant sociologique progressiste, élégamment teinté d'extrémisme, et baignant dans un confortable sentiment de protestation permanente; ils ne voient pas non plus la nécessité de s'organiser, puisque rien ne peut être fait, sauf ce qui va dans les sentiers battus du libéralisme.

Le mouvement Anarchiste proprement dit ne doit pas être identifié à ces excroissances parasitaires; il affronte aujourd'hui un problème d'organisation, et pas d'organisation de la Société Future, mais bien de sa propre organisation.

2) Rappelons qu'il existe par exemple en Italie des « Groupes anarchistes fédérés », et des groupes isolés, en France une « Union des groupes anarcho-communistes », une « Union anarchiste-syndicaliste », et une liaison de discussion formée par une dizaine de groupes récemment sortis de la Fédération Anarchiste Française, et par quelques autres qui n'y avaient jamais appartenu, également une « Fédération Iberique des Jeunesses Libertaires »; que la « Fédération des anarchistes bulgares en Exil » ne représente précisément que ceux de ces camarades qui ne se sont pas intégrés au travail fait en France, qu'il existe des groupes non formés en Fédération Nationale en Australie, en Amérique, etc. Qui représentera « son pays » ? ceux dont le titre comporte le mot Fédération ? Si le futur congrès se définissait comme une tendance avec un minimum de définitions, on comprendrait, mais l'idée d'une « représentation nationale » est absurde et indigne d'un travailleur révolutionnaire. Faudra-t-il appeler ce congrès celui de la tendance National-anarchiste ? Dans ce cas il faudrait constater que le « notre mouvement » auquel fait allusion le texte cité n'a rien en commun avec un mouvement anarchiste, quelles que soient ses tendances.

Notons aussi qu'il semble que parmi les organisations contactées pour « représenter » un pays, un certain nombre, qu'il faudrait préciser, sont en fait opposées à ce système. Il ne faut donc pas se désespérer, il n'y a tout de même pas que des nationalistes dans le mouvement anarchiste. Mais il est vrai aussi que ce sont eux qui ont réussi à faire le plus de bruit pour se rendre précisément « majoritaires » et « représentatifs ». Notons tout juste bonnes pour des parlementaires bourgeois.

On parle de préparer un congrès international; la discussion concernant l'ordre du jour demeurera stérile tant que nous n'aurons pas répondu à la question de base : » A quoi servira ce congrès ? » :

Servira-t-il à préparer une « Fédération des Fédérations Nationales ? » comme le suggère la commission préparatoire de Paris, et comme l'exposent tout du long les camarades de la Fédération Bulgare, qui ont soigneusement expliqué comment au juste les groupes devraient s'unir pour former des fédérations locales, puis les fédérations locales s'uniraient en fédérations nationales et enfin les fédérations nationales pourraient se fédérer. Tout ça, il faut le dire tout de suite, sur le papier.

Le mouvement anglais a relevé le défi. On demande un petit effort de pensée, pour se poser la question : « QU'EST-CE QU'UNE FEDERATION ? ». Car la CNT espagnole et la FA bulgare présentent bien des plans clairs montrant comment une Fédération « doit » fonctionner, mais comme exilés, ils ont peu d'occasions de mettre tout cela en pratique.

QU'EST-CE QU'UNE FEDERATION ?

L'idée adoptée par la Commission Préparatoire du congrès, (commission qui s'est débrouillée pour éviter toute participation anglaise à ses travaux) c'est que les anarchistes qui ne font pas partie d'une Fédération Nationale ne pourront participer aux débats. Il n'est pas question de nier qu'un débat ne peut parfois, arrivé à un certain point, se continuer que par le départ d'une fraction. Mais ce n'est pas le cas ici, et on en arrive à une situation telle qu'un groupe n'a qu'à s'intituler Fédération Nationale pour être reconnu comme tel; un groupe plus nombreux, arrivant pour se déclarer après l'autre, sera repoussé.

Ce procédé a hanté pendant des années l'Internationale syndicaliste-révolutionnaire, et l'a fait disparaître là où elle avait des possibilités légales d'action, ses mouvement « en exil » restant seuls pour la préserver.

Mais qu'on nous permette de jeter un regard critique, pour la première fois je pense, sur la notion de « mouvements anarchistes en exil ». J'ai plusieurs fois, dans des articles parlé de la situation « tragi-comique » des réfugiés politiques, et chaque fois, l'imprimeur, n'en croyant pas ses yeux, a changé le mot en « tragique ». Et certainement, le sort des réfugiés, en France en 1938/50 par exemple, était très aléatoire et dangereux; ce fut peu le cas en Angleterre, où l'exil politique semblait dans la gérance de cafés, et où les réfugiés, regardant derrière eux vers leur ancien pays, pétrifiés en sel comme la femme de Loth, ne pouvaient que rarement être pris au sérieux en tant que force politique; des « Autrichiens libres » alliés aux Russes blancs.

Les réactionnaires Polonais peuvent se considérer comme des exilés; mais comment des anarchistes qui rejettent la Nation-Etat, peuvent-ils être nulle part en exil ? Les Australiens, nombreux dans le mouvement à Londres se tordraient de rire si on leur suggérait qu'ils forment un « Mouvement Australien en exil » mais les quelques anarchistes bulgares en Australie se considèrent sérieusement comme un « Mouvement Bulgare en exil ». Il est vrai qu'ils sont des expatriés forcés alors que les Australiens sont des expatriés volontaires... Mais les Irlandais, de toutes tendances politiques, s'en vont à l'étranger « volontairement ». — c'est à dire pour des raisons économiques — pourtant ils se proclament toujours exilés de l'Irlande. Qu'a à faire ce sentiment dans l'action anarchiste ? On comprend qu'un nationaliste irlandais dise que les Irlandais en Angleterre ont besoin d'organisations syndicales distinctes; on ne comprend

pas que nos camarades espagnols, dont beaucoup ne retourneront jamais en Espagne, et qui, loin d'être nationalistes, ont précisément risqué leur vie contre les Nationalistes, on ne comprend pas, dis-je, pourquoi ils s'accrocheraient après 28 ans d'exil (ne parlons pas des Jeunes qui n'ont jamais été en Espagne) à la notion d'« exilé » au point d'avoir besoin d'organisations séparées. Après 28 ans d'exil on n'est plus un réfugié politique, pas plus qu'on n'est encore un adolescent. « Un réfugié » à cet âge est aussi tragique qu'un adolescent qui a la quarantaine.

QUE PEUVENT FAIRE LES EXILES ?

Mais direz-vous le mouvement en exil a un but. Je souhaiterais de savoir lequel : préparer une expédition à la Garibaldi vers la mère-patrie ? Revenir en colonnes de marche, et reprendre les cités perdues dans la retraite ? (3). Etre invité à revenir par un mouvement révolutionnaire pour en prendre la tête ? Soyons sérieux.

Il est vrai que les réfugiés Autrichiens en 39/44 se maintinrent fermement organisés, en Parti, et retournèrent dans leur pays avec les armées alliées, pour former à la fois le gouvernement et l'opposition, en restant très liés. Mais ceci serait évidemment inconcevable pour des anarchistes. Il y a eu pourtant des voix pour suggérer la formation d'un « parti anarchiste » aux Cortes, sans doute pour prendre part, une fois encore, à un gouvernement-bidon dans une République-bidon.

Un mouvement en exil peut-il rester en contact avec le mouvement de l'intérieur ? Certainement. Mais quels liens a-t-il que les autres, parmi nous, n'ont pas ? Ceux du sang ? oui mais il les a avec l'opresseur aussi.

Le mouvement en exil aurait été plus efficace s'il s'était intégré au mouvement local, avait apporté ses expériences pour aider à son développement, et créé ainsi en même temps l'appui des travailleurs du pays pour le mouvement clandestin dans leur pays d'origine. Ce fut pendant de longues années l'attitude des anarchistes Italiens. Ils formèrent des mouvements de langue italienne, pas des mouvements en exil, et leurs militants prirent part à la formation de mouvements anarchistes locaux partout dans le monde.

Ils aidèrent le mouvement en Espagne, en Argentine, en France, en Angleterre, tout en gardant leur intérêt pour les affaires d'Italie (voir par exemple les tentatives pour supprimer Mussolini.) Mais pas au point de tomber dans le nationalisme. Des anarchistes russes en firent autant : Bakounine, bien qu'il vint, à l'origine, d'une conception pan-slaviste, devint un internationaliste à tous crins; Kropotkine était critiqué par les révolutionnaires russes patriotes, parce qu'il « abandonnait » la Russie en s'intégrant aux mouvements français ou anglais. Et Emma Golman raconte (dans « Vivre ma vie ») que quand Alexandre Berkman et elle, après leur expulsion des USA, voulurent parler dans un meeting composé de Russes, ils s'aperçurent avec étonnement qu'ils ne savaient plus parler russe. (leur séjour aux USA avait duré à peu près autant que l'exil du mouvement espagnol).

3) Pourtant, en 1945, des colonnes de partisans du Sud Ouest de la France, où les réfugiés Espagnols étaient nombreux se dirigèrent dès la libération, avec armes et bagages vers la frontière espagnole — il est vrai qu'à l'intérieur, beaucoup d'Espagnols se préparaient encore au soulèvement — les colonnes furent stoppées par les Alliés, les groupes de l'intérieur se soulevèrent et furent massacrés. Franco, dont l'avion était pourtant prêt pour la fuite, se rassura; le bail était renouvelé. (J. HERMANOS — La fin de L'Espoir).

Lénine évidemment se tenait plus au courant de la Russie que cela, et il a réussi; mais il avait l'intention de former un gouvernement de politiciens. Si le réfugié politique a l'intention de retourner dans son pays pour le gouverner, ramené par des armées étrangères, ou par un chimérique «rappel du peuple», il a certainement intérêt à ne pas oublier sa langue maternelle.

Mais, pour un libertaire, choisir de rester un réfugié politique (c'est à dire choisir de le rester une fois que son domicile ou ses occupations l'ont fixé quelque part) cela trahit une tendance au nationalisme incompatible avec le rejet complet du leaderisme imposé. Ceci n'est pas écrit pour dévaloriser les anarchistes bulgares ou espagnols; ils peuvent remarquer eux-mêmes de telles tendances dans leurs rangs.

Et à vrai dire dans l'idée même d'une fédération « serrée » il y a la croyance qu'une telle organisation doit garder les exilés « ensemble »... Señor de Madariaga peut rêver que les Cortes stimulés par l'Europe libérale, insister pour qu'il revienne et devienne président de la République. Mais un réfugié ne libérera jamais son pays; ou il se libère lui-même ou il reste dans la servitude. L'empereur Haïlé Sélassié est revenu à Addis Abeba: la CNT de Toulouse ne rêve sûrement pas qu'elle va de cette manière retourner dans ses anciens bureaux de la rue Layetana ?

UNE FEDERATION EST-ELLE UN PARTI ?

Quand les anarchistes parlent d'une fédération et renoncent à l'idée de constituer un parti politique, ils doivent garder à l'esprit que les mots sont souvent sans importance. S'appeler Fédération Anarchiste, et pourtant perpétuer les mêmes processus de bureaucratie, et d'abdication de responsabilité, de cartes de membres, d'imposition des décisions majoritaires à un congrès etc. c'est jouer sur les mots. Si ça n'est pas un Parti, alors qu'est-ce qui l'est ?

Oui, c'est facile aussi de ne pas avoir de bureaucratie, pas de carte de membres, mais une bonne petite appartenance, des décisions prise sans congrès pour les approuver, et sans intention de les concrétiser, tout ça se rencontre aussi !

Une « Fédération des Fédérations » généra simplement la coopération internationale par la création d'un faux organisme qui ne sera qu'une nouvelle bureaucratie. Au pire, elle pourrait même devenir quelque chose comme l'Internationale trotskyste qui accorde son investiture à ceux qui sont dans la ligne et se sert de l'internationale comme d'une force disciplinaire contre ceux qui n'y sont pas. Internationale d'ailleurs devenue une farce puisque la ligne « officielle » est devenue moins nombreuse que la ligne « non-officielle ».

Pour qu'une organisation puisse raisonnablement se nommer « Fédération anarchiste », c'est à dire une union de groupes anarchistes, il faut qu'elle soit composée de groupes qui aient une vie réelle et active, et plus leur vie sera active, moins ils abdiqueront, ou même délégueront leurs responsabilités. Une telle fédération ne pourrait que correspondre avec les données réelles de la situation actuelle, ses groupes seraient de véritables groupes et pas une panoplie de carton-pâte.

A vrai dire, on peut se demander, et comprendre qu'on se demande si les groupes ne sont pas superflus, puisque la révolution est à sa naissance quelque chose de spontané; mais en même temps, que la révolution ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, la conscience de l'anarchisme ne peut venir que de ceux qui ont accepté cette idée.

Lorsqu'on regarde la composition des conseils ouvriers (4), dans la mesure où ils existent dans l'industrie aujourd'hui, on voit qu'ils reflètent malgré tout le type de conseils qui surgiraient lors d'une crise révolutionnaire. L'ensemble des travailleurs d'une usine y sont représentés; mais les conseils les plus actifs sont appuyés par des organisations extérieures, avec des partis et des factions. Les anarchistes doivent-ils aussi s'unir, en dehors de l'usine avec ceux qui sont opposés à l'autorité? C'est seulement dans cette vue qu'on souhaite une organisation d'anarchistes: une organisation mettant en contact ceux qui sont décidés à résister à l'autorité, avec un soutien nécessaire, matériel et moral, pour s'opposer à ceux qui souhaitent imposer une autorité.

Empêcher une organisation quelle qu'elle soit, même anarchiste, de devenir une bureaucratie est une tâche herculéenne; elle ne peut être menée à bien que par la révocabilité immédiate; nous sommes tous conscients que des groupes fonctionnels peuvent devenir bureaucratiques; c'est un fait, et si le problème se pose dans le cadre d'un groupe local où tous au moins en théorie peuvent être rassemblés en un moment, il devient beaucoup plus sérieux dans le cas d'une internationale qui se réunit peut-être tous les cinq ans. C'est un triste fait que la FAI et le mouvement libertaire en général n'ont pas pu se débarrasser de la bureaucratie imposée en 1936, alors qu'elle s'est compromise d'une façon incroyable.

C'est le même problème qu'affronte la formation d'une internationale. Et pourtant, si nous pouvions créer un mouvement international non-bureaucratique et libertaire, nous serions capables de montrer que l'anarchisme n'est pas impossible. Or jusqu'à présent, et depuis longtemps, le mouvement anarchiste, et plus particulièrement l'air raréfié du mouvement international et des mouvements en exil, a ressemblé surtout à une Loge Maçonnique, dont les initiés gardent des secrets qui ont depuis longtemps cessé d'être. Il faut espérer, peut-être avec trop d'optimisme, qu'enfin nous arriverons à passer au travers, à créer une situation où des anarchistes peuvent discuter de problèmes mutuels, ou même d'actions concertées, critiquer leurs mouvements respectifs sans soulever des accusations d'«interférence» (5). Une situation où profiter ensemble des succès comme des erreurs.

l'Internationaliste.

4) En Angleterre les assemblées d'usines ou de chantiers, et leurs shop-stewards, c'est à dire, délégués de boîte, d'atelier, entrent assez souvent en conflit avec les syndicats.

5) En avril 1966, un groupe libertaire Espagnol, le groupe 1er Mai, réussissait une action qui eut un grand retentissement, l'enlèvement d'un prelat espagnol en Italie — L'action était immédiatement désavouée par le secrétaire général de la CNTE — la presse bourgeoise s'empressait de rendre public ce «désaveu». Plusieurs groupes français envoyèrent une lettre au Secrétaire disant notamment: «...vous ne pouvez condamner l'initiative d'un groupe de base, sur le simple argument qu'il ne vous en a pas référé avant de l'entreprendre: c'est nier ce que nous appelons l'autonomie des groupes... vous exprimez un jugement catégorique sans le fonder explicitement sur aucune déclaration d'orientation qui ait pu être discutée par ceux qui vous ont confié un mandat... Mais surtout nous pensons à la lumière des révolutions et des mouvements ouvriers tout au long de ces dernières années que les arguments de l'orthodoxie, quels qu'ils soient, se sont révélés profondément vicieux et conservateurs... Quelle leçon politique vont en tirer ceux qui ont pu lire votre déclaration? Vous avez profité d'une action qui suscitait l'intérêt, parfois l'enthousiasme des masses, jusqu'aux travailleurs non-politisés, pour donner une leçon politique qui est en contradiction totale avec le fondement de notre intervention en tant que mouvement libertaire...» Certains camarades de langue espagnole ont alors approuvé ce texte, certains autres ont envoyé des lettres de menace quasi hystériques aux signataires, la plupart ont observé un silence désapprobateur, et se sont laissé influencer par une campagne de calomnie sur «les jeunes qui...».

NOS REMARQUES

Nous sommes d'accord avec cet article. Nous avons déjà pris une position analogue, mais très brève, dans Noir et Rouge n° 38, nous la répétons de nouveau : la participation et les débats à un congrès ne doivent pas être limités par des critères formalistes et bureaucratiques, mais doivent être orientés par des critères idéologiques, larges peut-être, mais clairs, explicites, publics.

Il n'était pas inutile de souligner comme l'ont fait les camarades, que les exigences les plus sectaires viennent de Fédérations qui ont les plus graves difficultés intérieures, et qui préfèrent dès le départ assurer « l'exclusivité » de la représentation à leurs leaders.

Sur les problèmes d'organisation nous sommes aussi d'accord pour nous élever contre deux « excroissances parasitaires » :

D'un côté l'« anarchisme dilué », et identifié à une vague protestation pseudo-philosophique et individualiste sans contenu social, avec une prétention humaniste (en acceptant donc l'idéal de coexistence des classes), un refus permanent de tout type d'organisation, ou bien d'une association-famille de tout et de n'importe quoi.

De l'autre côté (mais en fait du même côté, comme le montre le projet de congrès où les partisans du syndicat FO, les individualistes-philosophes, avocats de la libre entreprise, les apologistes de la défense du monde libre, etc. font cause commune) l'accent mis presque exclusivement sur l'aspect organisationnel, en sacrifiant tout à l'organisation, elle-même ramenée à une organisation-symbole, drapeau, quelque chose comme un miracle capable de résoudre tous les problèmes, mais en réalité les étouffant tous pour sauver la façade; c'est-à-dire une mauvaise copie d'exemples déjà mauvais, du type des partis politiques et autoritaires.

Mais le refus de ces attitudes ne suffit pas. Il faut aller à la recherche et à la pratique de l'organisation révolutionnaire souple, non-exclusive, où seront effectivement pratiqués et vivants l'autonomie des groupes et le regroupement des efforts de type fédéraliste, la formation des individus et la responsabilité et le contrôle collectif. Cette organisation ne sera évidemment pas créée de manière idéale, ce sont nos expériences, nos exigences, nos besoins, et la compréhension des possibilités ou des impossibilités pratique de tel moment, à tel endroit, qui feront se réaliser et vivre, une organisation anarchiste absolument indispensable pour coordonner et confronter, critiquer aussi, les quelques efforts dispersés actuels.

Une dernière remarque, concernant les exilés :

En tant qu'émigré moi-même, j'ai eu souvent à discuter de ces problèmes, et il faut dire qu'à quelques exceptions près, la critique des camarades anglais est valable.

Un exilé est souvent mal adapté et « étranger » dans un autre pays : son attitude de repliement sur lui-même et sur son passé, son refus de chercher une adaptation dans le milieu où il vit, le conduisent à un comportement psychologique et social absolument anachronique, cette attitude est encore moins compréhensible dans le cas d'un anarchiste et d'un internationaliste.

Mais il faut dire aussi que la tâche d'adaptation (dont il ne faut pas sous-estimer la difficulté) n'est pas toujours facilitée par l'attitude des « autochtones » qui collent une étiquette d'« étrangers » aux exilés, ne les adoptent pas intégralement, et se conduisent eux-mêmes en nationalistes; et ici aussi, l'attitude est encore plus incompréhensible quand il s'agit d'« anarchistes ».

THEO

DANS NOTRE COURRIER

Du camarade G. de Paris :

L'article de Nanterre est bon, mais il n'aurait pas fallu le mettre en premier. Placé là il prend presque la valeur d'un édito, alors que ce n'est qu'un fait divers par rapport au reste de l'actualité (Viet-Nam par exemple dont l'article aurait dû passer en premier).

A propos de cet article sur le Viet-Nam, pas mal non plus, je crois qu'il aurait fallu préciser davantage dans quel contexte il se place, ou plutôt dans quelles conditions il a été réalisé et comment. L'explication du début est insuffisante pour quelqu'un qui n'est pas au courant. Ça aurait été une bonne occasion de parler du C.L.J.A. (Comité de Liaisons des Jeunes Anarchistes) et de la façon dont nous avons décidé d'aborder les problèmes, et la manière dont cela s'est poursuivi dans l'Hydre (partir de faits concrets, les analyser, voir comment ils s'insèrent dans l'ensemble du système, déterminer nos possibilités d'action et leur efficacité, etc.). Je pense que ça aurait pu faire un pré-article dont l'article aurait été illustration.

Les articles sur l'Espagne sont bons et ils arrivent à point, étant donné le remue-ménage actuel du mouvement espagnol. Notamment l'article d'Israël Renof qui met pas mal de choses au point; même si certaines choses sont connues, il est parfois bon de se mouiller et de les mettre sur le papier, à plus forte raison quand le problème est important et tabou.

Pourtant, les extraits de « l'Espagne Nouvelle » auraient gagnés à être précédés d'une courte note résumant les événements dont il est question : tout le monde n'est pas obligé d'être au courant...

L'article d'Alberola sur le syndicalisme ne m'a pas frappé. Il est bon mais n'apporte pas grand chose de nouveau, peut-être parce que nous avons déjà eu l'occasion de discuter de ce problème plusieurs fois ?

Les notes de livres sont, elles aussi, très intéressantes. Rien d'autre à en dire pour le moment...

Je ne suis pas d'accord, par contre, avec la page des lecteurs : il est très maladroit, surtout en ce moment et après l'introduction (« Aux camarades ») de ce même numéro, de ne publier que des lettres favorables à N.R. ou critiquant la F.A. et les anarchistes « officiels » français. Ça fait vraiment racolage. S'il n'y avait que des lettres favorables, il aurait mieux valu ne rien passer plutôt que de donner cette impression aux lecteurs de province qui, eux, ne sont pas tellement dans le coup.

D'autre part, cette impression peut être accrue par la première page où vous vous dites prêts à « toute nouvelle fusion avec groupes ou individus de province ou de Paris », et qui peut être comprise d'une manière ambiguë, même par des copains de l'Hydre : une fusion à l'échelle nationale et non plus de Paris seulement, ne se justifie pas pour la publication d'une revue. Du moins s'il n'y a que la revue. En présentant votre groupe comme une fusion destinée à élargir le cercle des camarades chargés de la rédaction de N. R., vous créez une sorte de confusion, car le groupe ne s'occupe pas uniquement de la revue, je devrais même dire qu'il s'en occupe moins que d'autre chose; en fait, le

regroupement s'est fait pour militer de manière différente, pour expérimenter une nouvelle forme d'organisation (d'après le n° 4 de l'Hydre). Je pense qu'il faudrait expliquer les choses plus clairement dans un prochain numéro car, en présentant ainsi les faits, vous n'avez pas seulement l'air de racoler des gens, mais de « doubler » en quelque sorte le rôle de l'Hydre.

Je précise bien que ce n'est pas ce que je pense, mais j'essaie de me placer au maximum dans la situation de ceux qui sont moins bien informés qu'à Paris de toutes les salades hydresques ou de la F.A. (et même des isolés de Paris ce qui doit être le cas de pas mal d'abonnés de N.R.). Je crois qu'en ce moment on a tout intérêt à peser nos mots et à prendre le maximum de précautions pour que tout soit clair et sans équivoques...

N.D.L.R. Sans plus nous étendre sur le passé, nous sommes d'accord avec la plupart des critiques du camarade... et nous l'en remercions.

Du camarade C. de Nice :

Je résumerai mon impression ainsi : enfin, on parle d'événements actuels d'un point de vue anarchiste ! Bien sûr, c'est limité aux deux premiers articles, sans doute du même auteur. Mais cela équilibre le numéro où l'on retrouve toujours la Révolution espagnole. Celle-ci, et pour la plupart des tendances marxistes et marxistes-léninistes la Révolution russe, font à mon avis l'objet de trop de littérature. Des jeunes m'ont dit, et encore tout récemment écrit, que tous les groupes s'occupaient un peu trop des révolutions faites par d'autres — ancêtres ou bureaucrates du tiers-monde — et pas assez de ce qui les préoccupe dans cette France moderne.

Reconnaissons que ces jeunes ont raison. Nous ne sommes pas des historiens, que diable ! A nous de savoir leur distiller les enseignements du passé en les appliquant à la compréhension du présent. Ça aura une autre efficacité que d'apporter des nouvelles pièces au dossier des Révolutions espagnole et russe. C'est toute la différence entre le boulot d'historien et celui de militant, l'un et l'autre pouvant se compléter.

Je reviens à ces deux premiers articles du n° 39. Celui sur le Viet-Nam est particulièrement bon et opportun, car tout le monde s'excite en ce moment et on « bouffe de l'Amerloque » comme on « bouffait du Boche » au temps de l'antifascisme. Maintenant, c'est l'anti-impérialisme qui sert et pourrait nous mener droit au casse-pipe avec la fleur au fusil.

Du camarade J. de Mâcon :

J'ai beaucoup apprécié le texte de Nanterre « sur le Viet-Nam », qui apporte une bonne lumière sur l'attitude des P.C. dans toutes les tentatives révolutionnaires. Ce que je comprends moins, c'est que l'auteur du texte se heurte encore au « Mythe de l'organisation » et réclame la nécessité d'éclairer ce problème. Le débat n'est pas neuf mais je crois surtout qu'il est à base de confusions. Après tout, qu'est-ce qu'une organisation sinon une « manière dont les parties qui composent un être vivant sont disposées pour remplir certaines fonctions » ? La définition est claire et pose d'emblée le rôle, la structure, les fonctions, les objectifs. Elle n'implique pas nécessairement le concept de « parti » ni celui « d'autorité », et je n'ai jamais compris les grimaces crispées des anarchistes à

la simple idée d'une « organisation anarchiste » comme si les deux termes étaient antagonistes par définition.

Autre opinion à propos de « La révolution par paliers ». On sait que cette conception marxiste est celle des partis socialistes et communistes, les premiers sous l'expression réformiste, terminologie plus douce destinée à ne pas effaroucher la bourgeoisie, les seconds sous forme « révolutionnaire » pour conserver la coloration rouge aux mêmes réformes. Il fut un temps où le groupe N.R. issu des G.A.A.R. (Groupe Anarchiste d'Action Révolutionnaire) avait substitué à cette notion celle de « Révolution permanente » qui met l'accent sur la continuité nécessaire de l'effort d'émancipation sociale quelle que soit la situation historique d'une époque ou d'une révolution (avant, pendant, après).

La lutte des classes est à ce jour l'unique assise historique vérifiable et qui justifie la « révolution permanente ». Dans cette perspective, l'Histoire entendue comme déroulement chronologique, n'a pas de direction spécifique (elle n'avance pas, elle EST; et semble se dérouler sous l'œil des générations humaines). Seule l'humanité coupée d'elle-même par ses contradictions nées de l'autorité, de l'économie et de ses fantasmagories religieuses, peut progresser en se libérant de ces entraves qui tendent à renaître sans cesse. Si elle y parvient, les degrés successifs d'émancipation constituent moins un développement historique donnant l'illusion d'une spécificité de l'histoire que d'une série de repères dans le temps...

Autre « problème » amplement discuté semble-t-il et qui revient sur le tapis : celui du soutien aux « peuples » qui mènent un combat contre un impérialisme.

J'admets bien que la lutte de tous les travailleurs pour leur propre émancipation et où qu'ils se trouvent, est propre à aider indirectement l'effort des pays qui luttent contre un impérialisme étranger, mais il me paraît non moins nécessaire de participer d'une manière plus directe à cet effort.

Qu'on le veuille ou non, il semble bien que l'émancipation sociale des peuples doive en passer par la constitution en nations. C'est regrettable à nos points de vue mais c'est un fait et qui s'explique. Après tout, les peuples semblent bien naître et se développer comme des êtres vivants, à ceci près que les sociétés humaines croissent également au fil des générations. Les aider à acquérir la conscience de cette UNITE ORGANIQUE que constitue une nation est propre à liquider le degré d'exploitation que constitue le colonialisme et à ouvrir des perspectives sociales nouvelles.

Je pense également qu'un soutien direct n'est pas étranger à la lutte des travailleurs : il tient en éveil, donne à réfléchir, maintient la disponibilité pour tout combat d'émancipation et affaiblit les positions des impérialismes.

Du camarade M. des Alpes-Maritimes

La qualité analytique, documentaire et critique de N.R. serait de grande qualité, plus efficiente, si les recherches entreprises donnaient lieu à des conclusions constructives. Mais il est évident que, jusqu'à ce jour, ce périodique tient à dissimuler son attitude individualiste sous des études critiques dont la répétition savamment orchestrée pourrait laisser croire qu'en fait il ne poursuit que la démolition des thèses révolutionnaires du communisme libertaire, seule expression concrète de la pensée anarchiste.

SOMMAIRE

	Page
EDITO	1
AUTOGESTION	2
LES CONSEILS EN RUSSIE	10
POSSIBILISME LIBERTAIRE	16
LES ANARCHISTES ET L'ORGANISATION	23
NOS REMARQUES	29
NOTRE COURRIER	30

Notre adresse est : Lagant, B.P. 113, Paris (18^e) (ne pas mentionner « Noir et Rouge »),

Pascale CLARIS.

Paris, C.C.P. 20.020.93.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 1,70 F.

Abonnement de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.